

TRONC COMMUN – HARMONISATION DES COURRIERS

NOMENCLATURE DES MOTIVATIONS DE DECISION POUR LA VERSION 2.1 DU TRONC COMMUN

AVRIL 2021

SOMMAIRE

Introduction4

Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et complément de ressources (CPR)7

Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) & Allocation Compensatrice pour Frais Professionnels (ACFP)10

Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément | Attribution13

AEEH et son complément | Attribution de l’AEEH et non-attribution du complément.....16

AEEH et son complément | Révision du complément19

AEEH et son complément | Compléments 1 à 6.....26

AEEH et son complément | Rejet31

Assurance vieillesse des parents au foyer (AVPF)34

Carte Mobilité Inclusion (CMI)36

Demande générique42

Orientation professionnelle44

Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes / enfants49

Parcours de scolarisation et/ou formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social.....55

Prestation de Compensation du Handicap (PCH)59

PCH – Aide humaine60

PCH – Aides techniques65

PCH – Aménagement du logement, du véhicule, surcoûts transport68

PCH – Aménagement du logement.....69

PCH – Aménagement du véhicule 71

PCH – Surcoûts transport 73

PCH – Charges exceptionnelles / spécifiques 76

PCH – Aide animalière 79

PCH – Rejet..... 81

Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) 89

Contestation - Rejet..... 91

Introduction

Ce document présente des motivations de décision de CDAPH harmonisées, issues d'un travail de co-construction avec des MDPH, des représentants d'usagers et des représentants d'associations de personnes en situation de handicap.

Ce travail s'est organisé en plusieurs temps :

- Constitution d'une base juridique listant, pour chaque droit et prestation du champ de compétence de la CDAPH, les différents critères d'éligibilité ou conditions d'attribution et les références juridiques correspondantes,
- Définition des cas-types d'attribution ou de rejet de chaque droit ou prestation en fonction du respect ou non des critères d'attribution,
- Identification des cas les plus complexes à motiver ou des décisions nécessitant de clarifier ou renforcer les motivations apportées par les MDPH (réunions avec les associations et avec les MDPH),
- Rédaction d'une motivation par cas-type identifié (groupes de travail avec les MDPH),
- Relecture des motivations proposées par des représentants d'usagers (ateliers « FALC » et réunion avec les associations) et ajustements.

La nomenclature des motivations permet de compléter les outils disponibles pour les MDPH dans leurs échanges avec les usagers. Ces motivations visent à renforcer les explications transmises aux personnes pour une meilleure compréhension des décisions et une meilleure information permettant de faire valoir leurs droits. Ce travail a également permis de rappeler et préciser les fondements juridiques des décisions de CDAPH, qui s'appuient sur des textes souvent complexes.

La logique suivie lors des groupes de travail a été de rédiger pour chaque cas-type une formule expliquant la décision de la CDAPH, précisant les critères d'éligibilité ou les conditions prises en compte pour l'attribution ou le rejet du droit ou de la prestation et faisant référence aux articles réglementaires correspondants (codes de l'action sociale et des familles, de l'éducation, de la sécurité sociale ou du travail).

Ces motivations viennent compléter le travail d'harmonisation des courriers engagé dans le cadre du Tronc Commun et pourront être intégrées dans les courriers de notification harmonisés. Elles seront prévues de manière standard dans les systèmes d'information des MDPH.

Ces formulations génériques permettent de motiver une grande partie des décisions prises par les CDAPH. Il est toujours possible de préciser ces motivations pour personnaliser les réponses et prendre en compte des situations spécifiques.

A noter : Cette nouvelle version, publiée dans le cadre de la brique 2.1 du Tronc Commun, vise à compléter les motivations du palier 1 à la suite des retours des MDPH, des évolutions réglementaires et à l'ajout des courriers concernant la CMI.

Elle est à lire en complément du document « Modèles de courrier ». Les motivations nouvellement harmonisées ou corrigées apparaissent en violet dans le document ci-après.

Précisions concernant l'utilisation des motivations harmonisées :

- Les courriers de notification prévoient l'ajout d'une motivation par champ de fusion [Motivation] (*voir document Spécifications des courriers de notification aux usagers du package du Tronc Commun*).
- Dans les courriers de notification associant l'attribution de plusieurs droits ou prestations (ex : AEEH de base et complément ; AAH et CPR...), il existe un champ de fusion [Motivation] pour chaque droit attribué.
- Il est possible de personnaliser la notification et la motivation en apportant des informations complémentaires dans la zone de texte [Précision].
- Pour certains cas spécifiques de rejet ou de non attribution prévus dans cette nomenclature, les motivations ne peuvent être utilisées que si le demandeur avait apporté spécifiquement une précision dans son formulaire de demande. Par exemple, il n'est pas possible de demander spécifiquement une aide humaine aux élèves handicapés dans le formulaire de demande. Le formulaire permet uniquement de demander un « Parcours de scolarisation et/ou de formation avec ou sans accompagnement par un ESMS. » Il n'est donc pas possible de rejeter une demande d'aide humaine aux élèves handicapés. Cependant, nous avons prévu des motivations spécifiques pour ces cas, quand la famille a indiqué dans la zone de précision du formulaire que sa demande porte spécifiquement sur cette aide (cas souvent rencontré d'après les retours des MDPH). Elles permettent d'apporter une réponse plus qualitative à la famille.
- De même, des cas spécifiques ont été identifiés concernant l'AEEH et son complément. Dans le formulaire de demande, il est prévu la possibilité de faire une demande d' « Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) voire un de ses compléments ». Il n'est pas possible de faire une demande uniquement pour le complément. Il n'est donc pas possible de rejeter le complément. Dans le cas où l'AEEH de base serait attribuée mais le complément ne le serait pas, la notification portera uniquement sur l'attribution de l'AEEH. Nous avons cependant prévu des motivations qui permettent d'expliquer les deux aspects de la décision (motivation de l'attribution de l'AEEH et motivation de la non attribution du complément). -*Voir également le cas d'usage n°8 dans le package Appropriation du Tronc Commun pour plus de précisions*-. Des exemples de précisions-types sont également proposés, pour compléter les explications dans certains cas spécifiques relatifs aux compléments d'AEEH.
- Nous avons également prévu quelques motivations spécifiques pour les situations de révision de droit, pour préciser que l'évolution de la situation ou des besoins et la nouvelle évaluation réalisée par l'EP conduit la CDAPH à réviser le droit attribué.

Codes et abréviations utilisés dans les intitulés de motivations :

Attrib : attribution

TI : taux d'incapacité

TI>50%<80% : taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (les caractères spéciaux ≤ ou ≥ n'étant pas reconnus dans les SI)

TI>50% : taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (les caractères spéciaux ≤ ou ≥ n'étant pas reconnus dans les SI)

CPLT : complément (d'AEEH)

Scola adaptée : recours à un dispositif de scolarisation adaptée

Sco adaptée : recours à un dispositif de scolarisation adaptée

Préco non suivie : préconisation de la CDAPH non suivie

Activité pro : activité professionnelle

-20% activité pro : réduction d'au moins 20% de l'activité professionnelle d'un des parents par rapport à un temps plein

TP : tierce personne

MPA : matériel pédagogique adapté

UE : unité d'enseignement

Aménag : aménagement

AHEH-I : aide humaine aux élèves handicapés individuelle

AHEH-M : aide humaine aux élèves handicapés mutualisée

RSDAE : restriction substantielle et durable pour l'accès à l'Emploi

Exemple : « Attrib CPLT3 -20% activité pro et frais » >> Attribution du complément d'AEEH de 3^{ème} catégorie pour réduction de 20% de l'activité professionnelle d'un des parents et frais engagés correspondant au montant pour l'attribution du complément de 3^{ème} catégorie.

Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et complément de ressources (CPR)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AAH L.821-1	Attribution	Taux d'incapacité ≥80%	Attrib AAH L821-1	La CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés ayant des conséquences majeures dans votre vie quotidienne et sur votre autonomie individuelle, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L.821-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AAH.
AAH L.821-2	Attribution	Taux d'incapacité 50%-moins de 80% & RSDAE	Attrib AAH L821-2	La CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés entraînant une gêne notable dans votre vie sociale mais que votre autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés ont des répercussions dans votre insertion professionnelle et la CDAPH vous reconnaît une restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi liée à votre situation de handicap. Comme prévu à l'article L.821-2 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AAH.
CPR (Complément de ressources)	Attribution	Bénéficiaire CPR, TI≥80%, Capacité travail <5%	Attrib CPR	Votre taux d'incapacité est supérieur ou égal à 80%. La CDAPH a estimé que votre capacité de travail est inférieure à 5% (article L821-1-1 de l'article du code de la sécurité sociale). Vous pouvez donc continuer à bénéficier du complément de ressources.
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - AAH	Rejet	TI≥50% et <80% Absence RSDAE	Rejet AAH TI>50%<80% pas RSDAE	La CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés entraînant une gêne notable dans votre vie sociale mais que votre autonomie est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Après prise en compte des conséquences et des aménagements professionnels liés à votre situation de handicap, l'évaluation de votre situation ne permet pas à la CDAPH de conclure que vous rencontrez une restriction substantielle et durable pour l'accès à l'emploi. Votre situation de handicap n'interdit pas l'accès à l'emploi ou le maintien dans l'emploi pour une durée de travail supérieure ou égale à un mi-temps (article D821-1-2 du code de la sécurité sociale). Vous ne pouvez donc pas bénéficier de l'AAH.
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - AAH	Rejet	Taux d'incapacité <50%	Rejet AAH TI<50%	La CDAPH a reconnu que vous présentez des difficultés pouvant entraîner des limitations d'activité. Cependant, ces difficultés ont une incidence légère à modérée sur votre autonomie sociale et professionnelle, correspondant à un taux d'incapacité inférieur à 50% (en application du guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu aux articles L.821-1 et L.821-2 du code de la sécurité sociale, ce taux ne permet pas l'attribution de l'AAH.
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - AAH	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - AAH	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - AAH	Rejet	Les informations nécessaires n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l’absence de réponse de votre part à nos demandes, l’équipe pluridisciplinaire n’a pas été en mesure d’évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l’action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l’administration).
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - Complément de ressources	Rejet	Taux d'incapacité <80%	Rejet CPR TI<80%	Votre taux d'incapacité est inférieur à 80%. Vous ne pouvez donc pas bénéficier du complément de ressources (article L821-1-1 du code de la sécurité sociale).
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - Complément de ressources	Rejet	Rejet CPR capacité de travail >5%	Rejet CPR TI>80% capacité travail>5%	Votre taux d'incapacité est supérieur à 80%. La CDAPH a reconnu que votre capacité de travail est supérieure à 5%. Vous ne pouvez donc pas bénéficier du complément de ressources (article L821-1-1 du code de la sécurité sociale).
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - Complément de ressources	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - Complément de ressources	Rejet	Les informations nécessaires n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l’action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l’administration).
Allocation aux adultes handicapés et complément de ressources - Complément de ressources	Rejet	Les informations nécessaires n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l’absence de réponse de votre part à nos demandes, l’équipe pluridisciplinaire n’a pas été en mesure d’évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l’action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l’administration).

Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) & Allocation Compensatrice pour Frais Professionnels (ACFP)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
ACFP (Allocation Compensatrice pour frais professionnels)	Attribution	Bénéficiaire de l'ACFP. Exercice d'une activité professionnelle ou élective à temps partiel ou à temps plein	Attrib ACFP	Vous êtes déjà bénéficiaire de l'ACFP. La CDAPH a reconnu que votre situation de handicap et votre situation professionnelle permettent le renouvellement de l'ACFP (article 95 de la loi du 11 février 2005 et article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles dans sa rédaction antérieure à la loi du 11 février 2005).
ACFP (Allocation Compensatrice pour frais professionnels)	Rejet	Non bénéficiaire actuel de l'ACFP.	Rejet ACFP Non bénéficiaire actuel	Vous n'êtes pas bénéficiaire de l'ACFP. Elle ne peut plus être attribuée (article 95 de la loi du 11 février 2005).
ACFP (Allocation Compensatrice pour frais professionnels)	Rejet	Absence d'exercice d'une activité professionnelle ou élective à temps partiel ou à temps plein	Rejet ACFP Sans activité professionnelle	Vous ne pouvez plus bénéficier de l'ACFP car vous n'exercez plus d'activité professionnelle (article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles dans sa rédaction antérieure à la loi du 11 février 2005)
ACFP (Allocation Compensatrice pour frais professionnels)	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation droit non attribuable	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation (article L.146-8 du code de l'action sociale et des familles).
ACFP (Allocation Compensatrice pour frais professionnels)	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration)..
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Attribution	Taux d'incapacité ≥ 80%. Bénéficiaire de l'ACTP + besoin de l'aide d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie courante	Attrib ACTP	Vous êtes déjà bénéficiaire de l'ACTP. La CDAPH a reconnu que votre situation de handicap permet le renouvellement de l'ACTP (article 95 de la loi du 11 février 2005 et article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles dans sa rédaction antérieure à la loi du 11 février 2005).
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Attribution	Bénéficiaire ACTP	Attrib ACTP Révision suite autonomisation	Vous êtes déjà bénéficiaire de l'ACTP. Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que votre situation de handicap permet le renouvellement de l'ACTP. Toutefois, depuis la précédente évaluation, votre autonomie s'est améliorée, votre taux de sujétion est donc réduit (article 95 de la loi du 11 février 2005 et article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles dans sa rédaction antérieure à la loi du 11 février 2005).

ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Attribution	Bénéficiaire ACTP	Attrib ACTP Révision suite majoration besoins	Vous êtes déjà bénéficiaire de l'ACTP. Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que votre situation de handicap permet le renouvellement de l'ACTP. Vos besoins d'accompagnement ont augmenté depuis la précédente évaluation, votre taux de sujétion est donc accru (article 95 de la loi du 11 février 2005 et article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles dans sa rédaction antérieure à la loi du 11 février 2005).
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Rejet	Non bénéficiaire actuel de l'ACTP	Rejet ACTP Non bénéficiaire actuel	Vous n'êtes pas bénéficiaire de l'ACTP. Cette allocation ne peut plus être attribuée (article 95 de la loi du 11 février 2005)
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Rejet	Bénéficiaire ACTP Taux d'incapacité <80%	Rejet ACTP tx<80%	Depuis la précédente décision, votre situation a évolué. La CDAPH a reconnu que votre taux d'incapacité est à présent inférieur à 80%. Vous ne pouvez donc plus bénéficier de l'ACTP (article 95 de la loi du 11 février 2005 et article L. 245-1 du code de l'action sociale et des familles dans sa rédaction antérieure à la loi du 11 février 2005).
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Rejet	Les informations n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation droit non attribuable	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation (article L.146-8 du code de l'action sociale et des familles)
ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).

Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément | Attribution

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	TI >80%	Attrib AEEH TI>80%	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés ayant des conséquences majeures dans la vie quotidienne et sur l'autonomie de votre enfant au regard de son âge, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AEEH de base.
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin de soins et d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Besoin soins scola adaptée	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement et à des soins. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin soins	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Besoin scola adaptée	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin d'un ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social peut répondre à ses besoins et difficultés. Ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base (article L541-1 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin d'un ESMS et de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS soins	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à des soins peuvent répondre à ses besoins et difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée + ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin scola adaptée ESMS	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement peuvent répondre à ses besoins et difficultés.</p> <p>Ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base (article L541-1 du code de la sécurité sociale).</p>

AEEH et son complément | Attribution de l'AEEH et non-attribution du complément

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >80% mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément – Voir le cas d’usage n°8 du package Appropriation TC	Attrib AEEH TI>80% Non attrib CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés ayant des conséquences majeures dans la vie quotidienne et sur l'autonomie de votre enfant au regard de son âge, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AEEH de base. En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine. Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin de soins et d'une scolarisation adaptée mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% Soins scola Non attrib CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ses difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement et à des soins. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base. En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine. Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin de soins mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% Soins Non attrib CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ses difficultés justifient le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base. En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine. Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% Scola adaptée Non attrib CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant, mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ses difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base. En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine. Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin d'un ESMS mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS Non attrib CPLT	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médico-social peut répondre à ses difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine.</p> <p>Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin d'un ESMS et de soins mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% ESMS Soins Non attrib CPLT	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant correspondant à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à des soins peuvent répondre à ces difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine.</p> <p>Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>
AEEH de base	Attribution	Réattribution de l'AEEH de base TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée + ESMS mais refus implicite du complément à une personne percevant déjà l'AEEH et faisant une demande pour obtenir le complément	Attrib AEEH TI>50% ESMS Sco adaptée NonAttrib CPLT	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant, mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement peuvent répondre à ses difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>En revanche, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier d'un complément d'AEEH car ses besoins ne justifient pas une réduction de temps de travail supérieure à 20% d'un des parents ou le recours à une tierce personne à hauteur d'au moins 8h par semaine.</p> <p>Les dépenses en lien avec sa situation de handicap ne correspondent pas au montant minimum fixé pour bénéficier du complément d'AEEH (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>

AEEH et son complément | Révision du complément

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >80%	Attrib AEEH TI>80% Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés ayant des conséquences majeures dans la vie quotidienne et sur l'autonomie de votre enfant au regard de son âge, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >80%	Attrib AEEH TI>80% Révision CPLT changement tierce personne	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés ayant des conséquences majeures dans la vie quotidienne et sur l'autonomie de votre enfant au regard de son âge, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne pour votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >80%	Attrib AEEH TI>80% Révision CPLT changement frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés ayant des conséquences majeures dans la vie quotidienne et sur l'autonomie de votre enfant au regard de son âge, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AEEH de base. Les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >80%	Attrib AEEH TI>80% Révision CPLT changement tierce personne et frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés ayant des conséquences majeures dans la vie quotidienne et sur l'autonomie de votre enfant au regard de son âge, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80% (guide barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux permet l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne et les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin de soins et d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Sco adaptée Soins Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement et à des soins. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin de soins et d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Sco adaptée Soins Révision CPLT changement tierce personne	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement et à des soins. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne pour votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin de soins et d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Sco adaptée Soins Révision CPLT changement frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement et à des soins. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin de soins et d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Sco adapt Soins Rév CPLT chang tierce pers et frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement et à des soins. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne et les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin soins Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin soins Révision CPLT changement tierce personne	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne pour votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin soins Révision CPLT changement frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin soins Rév CPLT chang tierce pers et frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne et les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Scola adaptée Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Scola adaptée Révision CPLT changement tierce personne	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne pour votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Scola adaptée Révision CPLT changement frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée	Attrib AEEH TI>50% Sco adapt Rév CPLT chang tierce pers et frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés justifient le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne et les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'un ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social peut répondre à ces difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'un ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS Révision CPLT changement tierce personne	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social peut répondre à ces difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne pour votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'un ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS Révision CPLT changement frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social peut répondre à ces difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'un ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS Révision CPLT changement tierce personne et frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social peut répondre à ces difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne et les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'un ESMS et de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS soins Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à des soins peuvent répondre à ces difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'un ESMS et de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS soins Révision CPLT changement tierce personne	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à des soins peuvent répondre à ces difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne pour votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'un ESMS et de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS soins Révision CPLT changement frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à des soins peuvent répondre à ces difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'un ESMS et de soins	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS soins Rév CPLT chang tierce pers et frais	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à des soins peuvent répondre à ces difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. Les conditions liées au besoin d'une tierce personne et les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée + ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS scola adaptée Révision CPLT	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement peuvent répondre à ses besoins et difficultés. Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base. La situation et les besoins de votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée + ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS sco adapt Rév CPLT chang tierce pers	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement peuvent répondre à ses besoins et difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>Les conditions liées au besoin d'une tierce personne pour votre enfant ont changé depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée + ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS scola adaptée Révision CPLT changement frais	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement peuvent répondre à ses besoins et difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>Les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>
AEEH de base	Attribution	Révision du complément ; TI >50% et Besoin d'une scolarisation adaptée + ESMS	Attrib AEEH TI>50% Besoin ESMS sco adapt Rév CPLT chang tierce pers et frais	<p>La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).</p> <p>L'accompagnement par un établissement ou service médico-social et le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement peuvent répondre à ses besoins et difficultés.</p> <p>Comme prévu à l'article L541-1 du code de la sécurité sociale, ces deux conditions cumulées permettent l'attribution de l'AEEH de base.</p> <p>Les conditions liées au besoin d'une tierce personne et les frais précédemment pris en compte du fait de la situation de handicap de votre enfant ont évolué depuis la précédente décision. La CDAPH a modifié le type de complément attribué (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>

AEEH et son complément | Compléments 1 à 6

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Complément 1 de l'AAEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant implique des dépenses particulièrement coûteuses (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)	Attrib CPLT 1	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 1ère catégorie. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 1ère catégorie.
Complément 2 de l'AAEH	Attribution	Enfant AEEH Recours à l'aide d'une tierce personne >=8h/semaine et <20h/semaine	Attrib CPLT 2 8h TP	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne pour une durée comprise entre 8 et 20 heures par semaine. Cette condition permet de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 2ème catégorie (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
Complément 2 de l'AAEH	Attribution	Enfant AEEH Dépenses particulièrement coûteuses (entre XXX€ et XXX€) - (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)	Attrib CPLT 2 frais	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 2ème catégorie. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 2ème catégorie.
Complément 2 de l'AAEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein	Attrib CPLT 2 -20% activité pro	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 2ème catégorie.
Complément 3 de l'AAEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 50 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein	Attrib CPLT 3 -50% Activité pro	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 50 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 3ème catégorie.
Complément 3 de l'AAEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne à hauteur d'au moins 20 heures par semaine	Attrib CPLT 3 20h TP	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne pour une durée comprise entre 20 heures par semaine et une activité à temps plein. Cette condition permet de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 3ème catégorie (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
Complément 3 de l'AAEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein La situation de handicap de votre enfant entraîne d'autres dépenses égales ou supérieures à un montant d'au minimum XXX € par mois. (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)	Attrib CPLT 3 -20% activité pro et frais	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein. La CDAPH a également reconnu un montant de dépenses mensuelles à prendre en compte. Ces conditions cumulées permettent d'ajouter un complément de 3ème catégorie à l'AAEH de base (article R541-2 du code de la sécurité sociale).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Complément 3 de l'AAEH	Attribution	Enfant AAEH Recours à l'aide d'une tierce personne ≥8 heures / semaine Autres dépenses égales ou supérieures à un montant d'au minimum XXX € par mois (C3) (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)	Attrib CPLT 3 8h TP et frais	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne pour une durée comprise entre 8 et 20 heures par semaine. La CDAPH a également reconnu un montant de dépenses mensuelles à prendre en compte. Ces conditions cumulées permettent d'ajouter un complément de 3ème catégorie à l'AAEH de base (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
Complément 3 de l'AAEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles comprises entre XXX € et XXX € . (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)	Attrib CPLT 3 frais	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles correspondant au montant minimum fixé pour bénéficier du complément de 3ème catégorie. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 3ème catégorie.
Complément 4 de l'AAEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle	Attrib CPLT 4 -100% activité pro	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 4ème catégorie.
Complément 4 de l'AAEH	Attribution	Votre enfant a besoin du recours à l'aide d'une tierce personne à temps plein	Attrib CPLT 4 Temps plein TP	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant nécessite le recours à l'aide d'une tierce personne à temps plein. Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 4ème catégorie.
Complément 4 de l'AAEH	Attribution	La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 50 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein. La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ - (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)	Attrib CPLT 4 -50% activité pro et frais	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 50 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein. La CDAPH a également reconnu un montant de dépenses mensuelles à prendre en compte. Ces conditions cumulées permettent d'ajouter un complément de 4ème catégorie à l'AAEH de base (article R541-2 du code de la sécurité sociale).
Complément 4 de l'AAEH	Attribution	Enfant AAEH Recours à l'aide d'une tierce personne ≥20 heures / semaine Dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ (C4) (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)	Attrib CPLT 4 20h TP et frais	La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne pour une durée comprise entre 20 heures par semaine et une activité à temps plein. La CDAPH a également reconnu un montant de dépenses mensuelles à prendre en compte. Ces conditions cumulées permettent d'ajouter un complément de 4ème catégorie à l'AAEH de base (article R541-2 du code de la sécurité sociale).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Complément 4 de l'AAEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein.</p> <p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ - (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 4 -20% activité pro et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à réduire d'au moins 20 % son activité professionnelle par rapport à une activité à temps plein.</p> <p>La CDAPH a également reconnu un montant de dépenses mensuelles à prendre en compte.</p> <p>Ces conditions cumulées permettent d’ajouter un complément de 4ème catégorie à l’AAEH de base (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>
Complément 4 de l'AAEH	Attribution	<p>Enfant AEEH</p> <p>Recours à l'aide d'une tierce personne >=8 heures/semaine</p> <p>Dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX € (C4) (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 4 8h TP et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à l'aide d'une tierce personne pour une durée comprise entre 8 et 20 heures par semaine.</p> <p>La CDAPH a également reconnu un montant de dépenses mensuelles à prendre en compte.</p> <p>Ces conditions cumulées permettent d’ajouter un complément de 4ème catégorie à l’AAEH de base (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>
Complément 4 de l'AAEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 4 frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles correspondant au montant fixé pour bénéficier du complément de 4ème catégorie.</p> <p>Comme prévu à l’article R541-2 du code de la sécurité sociale, cette condition permet de majorer le montant de l’AAEH par l’attribution du complément d’AAEH de 4ème catégorie.</p>
Complément 5 de l'AAEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle.</p> <p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 5 -100% activité pro et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle.</p> <p>La CDAPH a également reconnu un montant de dépenses mensuelles à prendre en compte.</p> <p>Ces conditions cumulées permettent d’ajouter un complément de 5ème catégorie à l’AAEH de base (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>
Complément 5 de l'AAEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant nécessite le recours à l’aide d’une tierce personne à temps plein</p> <p>La situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses mensuelles égales ou supérieures à XXX€ (NB : Ces montants sont actualisés en avril chaque année. La version la plus actualisée est disponible ici : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14809)</p>	Attrib CPLT 5 Temps plein TP et frais	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant nécessite le recours à l'aide d'une tierce personne à temps plein.</p> <p>La CDAPH a également reconnu un montant de dépenses mensuelles à prendre en compte.</p> <p>Ces conditions cumulées permettent d’ajouter un complément de 5ème catégorie à l’AAEH de base (article R541-2 du code de la sécurité sociale).</p>

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Complément 6 de l'AAEH	Attribution	<p>L'état de santé de votre enfant impose des contraintes permanentes de surveillance et de soins à votre charge.</p> <p>La situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle</p>	Attrib CPT 6 -100% activité pro et surveillance	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant a conduit l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle et, également, implique des contraintes permanentes de surveillance et de soins à votre charge.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 6ème catégorie.</p>
Complément 6 de l'AAEH	Attribution	<p>La situation de handicap de votre enfant implique l'embauche d'une tierce personne à temps plein.</p> <p>L'état de santé de votre enfant impose des contraintes permanentes de surveillance et de soins à votre charge</p>	Attrib CPT 6 Temps plein TP et surveillance	<p>La CDAPH a reconnu que la situation de handicap de votre enfant implique le recours à une tierce personne à temps plein et, également, implique des contraintes permanentes de surveillance et de soins à votre charge.</p> <p>Comme prévu à l'article R541-2 du code de la sécurité sociale, ces conditions cumulées permettent de majorer le montant de l'AAEH par l'attribution du complément d'AAEH de 6ème catégorie.</p>

AEEH et son complément | Rejet

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet AEEH hors définition handicap	La CDAPH a considéré que la situation de votre enfant ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation enfant	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Taux incapacité > 50% et < 80% / pas d'ESMS, soins ou scolarisation adaptée	Rejet AEEH TI>50% Sans ESMS Soins Sco adaptée	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH, le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement ou un accompagnement par un établissement ou service médico-social ne sont pas nécessaires. Selon les conditions prévues à l'article L.541-1 du code de la sécurité sociale, la situation de votre enfant ne vous permet pas de bénéficier de l'AEEH et son complément.
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Taux d'incapacité <50%	Rejet AEEH TI<50%	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés pouvant entraîner des limitations d'activité qui ne sont pas une gêne notable et correspondent à un taux d'incapacité inférieur à 50% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Selon les conditions prévues à l'article L.541-1 du code de la sécurité sociale, ce taux ne permet pas d'ouvrir droit à l'AEEH et son complément.
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Rejet car pas d'application de la prise en charge préconisée par la CDAPH en plus du taux > 50% et < 80%	Rejet AEEH TI>50% Préco non suivie	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, les soins dans le cadre des mesures préconisées par la CDAPH n'ont pas été mis en place. Selon les conditions prévues à l'article L.541-1 du code de la sécurité sociale, la situation de votre enfant ne vous permet plus de bénéficier de l'AEEH et son complément.
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Non-renouvellement ; Taux incapacité > 50% et < 80% / plus d'ESMS, soins ou scolarisation adaptée	Rejet AEEH TI>50% Plus ESMS soins sco adaptée	La CDAPH a reconnu la présence de difficultés entraînant une gêne notable dans la vie sociale de votre enfant mais que son autonomie au regard de son âge est conservée pour les actes élémentaires de la vie quotidienne, ce qui correspond à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 50% et inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, le recours à des soins dans le cadre de mesures préconisées par la CDAPH, le recours à un dispositif de scolarisation adapté ou d'accompagnement ou un accompagnement par un établissement ou service médico-social ne sont plus nécessaires. Selon les conditions prévues à l'article L.541-1 du code de la sécurité sociale, la situation de votre enfant ne vous permet plus de bénéficier de l'AEEH et son complément.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH) et son complément	Rejet	Enfant Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces enfant	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer la situation de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).

Assurance vieillesse des parents au foyer (AVPF)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
AVPF (Assurance vieillesse des parents au foyer)	Attribution	TI ≥ 80% Besoin accompagnement ou assistance à domicile	Attrib AVPF	La CDAPH a reconnu que vous avez besoin d'un aidant familial pour vous aider à votre domicile. La CAF vérifiera que vous remplissez les conditions requises pour que votre aidant bénéficie de l'affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des parents au foyer (AVPF) (article L381-1 du code de la sécurité sociale).
AVPF (Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des parents au foyer)	Rejet	Pas de reconnaissance par la CDAPH de besoin d'un accompagnement / d'une assistance à domicile	Rejet AVPF Absence besoins assistance	La CDAPH n'a pas reconnu qu'un accompagnement ou une assistance à domicile valorisable au titre de l'AVPF est nécessaire. Votre aidant ne peut donc pas bénéficier de l'AVPF (article L381-1 du code de la sécurité sociale).
AVPF (Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des parents au foyer)	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
AVPF (Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des parents au foyer)	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
AVPF (Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des parents au foyer)	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).

Carte Mobilité Inclusion (CMI)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Taux d'incapacité ≥ 80%	Attrib CMI Invalidité tx >=80%	Vous avez des difficultés ayant des conséquences majeures dans votre vie quotidienne et sur votre autonomie individuelle, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80%. Ce taux vous permet de bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Invalidité (articles L241-3 et R241-12-1 et guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Bénéficiaire APA en GIR 1 ou 2	Attrib CMI Invalidité APA GIR 1 ou 2	Vous êtes bénéficiaire de l'allocation personnalisée d'autonomie et êtes classé dans le groupe 1 ou 2 de la grille nationale mentionnée à l'article L.232-2. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention invalidité (article R241-12-2 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Titulaire pension invalidité 3ème catégorie (invalides qui, étant absolument incapables d'exercer une profession, sont, en outre, dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie)	Attrib CMI Invalidité Pension invalid 3e cat	Vous êtes titulaire d'une pension d'invalidité de troisième catégorie. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention invalidité (articles L241-3 et R241-12-2 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Enfant Bénéficiaire AEEH C3 à C6	Attrib CMI Invalidité sous-mention besoin d'acco enfant AEEH C3 à C6	La situation de handicap de votre enfant lui permet d'ouvrir droit au complément d'allocation pour enfant handicapé, de la 3ème à la 6ème catégorie. Par conséquent, votre enfant peut bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement" sur sa CMI mention invalidité (article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Bénéficiaire PCH « aide humaine ».	Attrib CMI Invalidité sous-mention besoin d'acco PCH1	Vous êtes un adulte bénéficiaire d'une « aide humaine » dans le cadre de la Prestation de Compensation du Handicap. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement" sur votre CMI mention invalidité (article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Bénéficiaire de la Majoration pour Tierce Personne (MTP) accordée à certain titulaire de la pension d'invalidité ou pension de retraite (versée à sa suite), ou d'une majoration de la rente accident du travail ou maladie professionnelle, pour assistance d'une tierce personne.	Attrib CMI Invalidité sous-mention besoin d'acco MTP	Vous êtes un adulte bénéficiaire de la Majoration pour Tierce Personne (MTP) ou d'une majoration de la rente accident du travail ou maladie professionnelle, pour assistance d'une tierce personne. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement" sur votre CMI mention invalidité (Article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Bénéficiaire APA	Attrib CMI Invalidité sous-mention besoin d'acco APA	Vous êtes un adulte bénéficiaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA). Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement" sur votre CMI mention invalidité (article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Vision centrale de la personne handicapée inférieure à un vingtième de la normale.	Attrib CMI Invalidité sous-mention besoin d'acco cécité	Votre vision centrale est inférieure à un vingtième de la normale. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement cécité" sur votre CMI mention invalidité (article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Carte mobilité inclusion, Mention priorité	Attribution	Taux d'incapacité inférieur à 80% Pénibilité à la station debout appréciée « en fonction des effets de votre handicap sur votre vie sociale, en tenant compte, le cas échéant, des aides techniques auxquelles vous avez recours »	Attrib CMI Priorité	Votre situation de handicap rend la station debout pénible et a des effets sur votre vie sociale, ce qui correspond à un taux d'incapacité inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Vous pouvez donc bénéficier de la CMI mention priorité (articles R241-12-1 et L241-3 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention stationnement	Attribution	Handicap réduisant de manière importante et durable la capacité et votre autonomie de déplacement à pied : périmètre de marche est limité et inférieur à 200 mètres	Attrib CMI Stationnement - Déplacement à pied difficile	Votre situation de handicap réduit de manière importante et durable votre capacité et votre autonomie de déplacement à pied. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Stationnement (article L241-3 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention stationnement	Attribution	* Vous avez besoin d'être accompagné par une tierce personne dans vos déplacements * Votre handicap réduit de manière importante et durable votre capacité et votre autonomie de déplacement à pied. Vous avez recours, lors de tous vos déplacements extérieurs, à une oxygénothérapie. * Votre handicap réduit de manière importante et durable votre capacité et votre autonomie de déplacement à pied. Vous avez systématiquement recours à l'une des aides suivantes pour vos déplacements extérieurs : - une aide humaine ; - une canne ou tous autres appareillages manipulés à l'aide d'un ou des deux membres supérieurs (exemple : déambulateur) ; - un véhicule pour personnes handicapées : une personne qui doit utiliser systématiquement un fauteuil roulant pour ses déplacements extérieurs remplit les conditions d'attribution de la carte de stationnement pour personnes handicapées, y compris lorsqu'elle manœuvre seule et sans difficulté le fauteuil	Attrib CMI Stationnement - Accompagnement tierce personne ou aide technique	Votre situation de handicap impose que vous soyez accompagné par une tierce personne ou que vous ayez recours systématiquement à certaines aides techniques dans tous vos déplacements à l'extérieur. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Stationnement (article L241-3 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention stationnement	Attribution	L'usager bénéficie de l'APA et est classé en GIR 1 ou 2. Il s'agit d'un cas particulier qui ne passe pas par l'EP ni la CDAPH. Cette motivation ne peut être apposée que pour l'utilisation du flux de commande qui ne passe pas par la CDAPH.	Attrib CMI Stationnement APA GIR 1 ou 2	Vous êtes bénéficiaire de l'allocation personnalisée d'autonomie et êtes classé dans le groupe 1 ou 2 de la grille nationale mentionnée à l'article L.232-2. Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Stationnement (article R241-12-2 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Bénéficiaire ACTP	Attrib CMI Invalidité sous-mention besoin d'acco ACTP	Vous êtes un adulte bénéficiaire de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP). Par conséquent, vous pouvez bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement" sur votre Carte mobilité inclusion (CMI) mention invalidité (article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Enfant TI ≥ 80%	Attrib CMI Invalidité tx >=80% Enfant	Votre enfant a des difficultés ayant des conséquences majeures dans sa vie quotidienne et sur son autonomie individuelle, correspondant à un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80%. Ce taux permet à votre enfant de bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Invalidité (articles L241-3 et R241-12-1 et guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention invalidité	Attribution	Enfant Vision centrale inférieure à un vingtième de la normale	Attrib CMI Invalidité Enfant sous-mention besoin d'acco cécité	La vision centrale de votre enfant est inférieure à un vingtième de la normale. Par conséquent, votre enfant peut bénéficier de la sous-mention "besoin d'accompagnement cécité" sur sa Carte mobilité inclusion (CMI) mention invalidité (article R241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention priorité	Attribution	Enfant Pénibilité à la station debout appréciée « en fonction des effets de votre handicap sur votre vie sociale, en tenant compte, le cas échéant, des aides techniques auxquelles vous avez recours »	Attrib CMI Priorité Enfant	La situation de handicap de votre enfant rend la station debout pénible et a des effets sur sa vie sociale, ce qui correspond à un taux d'incapacité inférieur à 80% (en application du guide-barème de l'annexe 2-4 du code de l'action sociale et des familles). Par conséquent, votre enfant peut bénéficier de la CMI mention priorité (articles R241-12-1 et L241-3 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention stationnement	Attribution	Enfant Handicap réduisant de manière importante et durable la capacité et votre autonomie de déplacement à pied : périmètre de marche est limité et inférieur à 200 mètres	Attrib CMI Stationnement Enfant - Déplacement à pied difficile	La situation de handicap de votre enfant réduit de manière importante et durable sa capacité et son autonomie de déplacement à pied. Par conséquent, vous pouvez bénéficier pour votre enfant de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Stationnement (article L241-3 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion, Mention stationnement	Attribution	Enfant * Vous avez besoin d'être accompagné par une tierce personne dans vos déplacements * Votre handicap réduit de manière importante et durable votre capacité et votre autonomie de déplacement à pied. Vous avez recours, lors de tous vos déplacements extérieurs, à une oxygénothérapie. * Votre handicap réduit de manière importante et durable votre capacité et votre autonomie de déplacement à pied. Vous avez systématiquement recours à l'une des aides suivantes pour vos déplacements extérieurs : - une aide humaine ; - une canne ou tous autres appareillages manipulés à l'aide d'un ou des deux membres supérieurs (exemple : déambulateur) ; - un véhicule pour personnes handicapées : une personne qui doit utiliser systématiquement un fauteuil roulant pour ses déplacements extérieurs remplit les conditions d'attribution de la carte de stationnement pour personnes handicapées, y compris lorsqu'elle manœuvre seule et sans difficulté le fauteuil	Attrib CMI Stat Enfant - Accomp tierce pers ou aide tech	La situation de handicap de votre enfant impose qu'il soit accompagné par une tierce personne ou qu'il ait recours systématiquement à certaines aides techniques dans tous ses déplacements à l'extérieur. Par conséquent, vous pouvez bénéficier pour votre enfant de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Stationnement (article L241-3 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Carte mobilité inclusion - Invalidité ou priorité	Rejet	TI<80% Pas de pénibilité à la station debout avec effet vie sociale	Rejet CMI Invalidité ou priorité Adulte	Votre taux d'incapacité est inférieur à 80%. Vous ne pouvez donc pas bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Invalidité. Par ailleurs, vous ne présentez pas une pénibilité à la station debout ayant des effets sur votre vie sociale. Vous ne pouvez donc pas bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Priorité (guide-barème de l'annexe 2-4 et article R. 241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion - Invalidité ou priorité	Rejet	Enfant TI<80% Pas de pénibilité à la station debout avec effet vie social	Rejet CMI Invalidité ou priorité Enfant	Le taux d'incapacité de votre enfant est inférieur à 80%. Il ne peut donc pas bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Invalidité. Par ailleurs, votre enfant ne présente pas une pénibilité à la station debout ayant des effets sur sa vie sociale. Il ne peut donc pas bénéficier de la Carte mobilité inclusion (CMI) mention Priorité (guide-barème de l'annexe 2-4 et article R. 241-12-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion - Invalidité ou priorité	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet Absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Carte mobilité inclusion - Invalidité ou priorité	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet Absence éléments évaluation enfant	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Carte mobilité inclusion - Invalidité ou priorité	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Carte mobilité inclusion - Invalidité ou priorité	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence réponse demande de pièces enfant	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer la situation de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Carte mobilité inclusion - Invalidité ou priorité	Rejet	Hors définition du handicap (adulte)	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion - Invalidité ou priorité	Rejet	Hors définition du handicap (enfant)	Rejet hors définition handicap enfant	La CDAPH a considéré que la situation de votre enfant ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Carte mobilité inclusion - Stationnement	Rejet	Pas de réduction durable et importante autonomie déplacement à pied Pas de besoin tierce personne Pas de besoin aide technique	Rejet CMI - Stationnement	Votre handicap n'entraîne pas systématiquement une réduction importante et durable de votre capacité et de votre autonomie de déplacement à pied ou ne vous impose pas d'être accompagné par une tierce personne ou de recourir à certaines aides techniques lors de tous vos déplacements à l'extérieur. Par conséquent, vous ne répondez pas aux critères d'éligibilité pour l'obtention de la Carte mobilité inclusion (CMI) avec la mention "stationnement pour personnes handicapées" (articles R241-12-1 et L.241-3 du code de l'action sociale et des familles et arrêté du 3 janvier 2017 relatif aux modalités d'appréciation d'une mobilité pédestre réduite et de la perte d'autonomie dans le déplacement individuel, prévues aux articles R. 241-12-1 et R. 241-20-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion – Stationnement	Rejet	Enfant Pas de réduction durable et importante autonomie déplacement à pied Pas de besoin tierce personne Pas de besoin aide technique	Rejet CMI - Stationnement Enfant	La situation de handicap de votre enfant n'entraîne pas systématiquement une réduction importante et durable de sa capacité et de son autonomie de déplacement à pied ou ne lui impose pas d'être accompagné par une tierce personne ou de recourir à certaines aides techniques lors de tous ses déplacements à l'extérieur. Par conséquent, votre enfant ne répond pas aux critères d'éligibilité pour que vous obteniez la Carte mobilité inclusion (CMI) avec la mention "stationnement pour personnes handicapées" (articles R241-12-1 et L.241-3 du code de l'action sociale et des familles et arrêté du 3 janvier 2017 relatif aux modalités d'appréciation d'une mobilité pédestre réduite et de la perte d'autonomie dans le déplacement individuel, prévues aux articles R. 241-12-1 et R. 241-20-1 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion - Stationnement	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Carte mobilité inclusion - Stationnement	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet Absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Carte mobilité inclusion - Stationnement	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Carte mobilité inclusion - Stationnement	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet Absence éléments évaluation enfant	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).

Demande générique

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Demande générique	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire (adulte)	Rejet absence éléments évaluation adulte	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Demande générique	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire (enfant)	Rejet absence éléments évaluation enfant	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Demande générique	Rejet	Hors définition du handicap (adulte)	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Demande générique	Rejet	Hors définition du handicap (enfant)	Rejet hors définition handicap enfant	La CDAPH a considéré que la situation de votre enfant ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Demande générique	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Demande générique	Rejet	Enfant Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces enfant	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer la situation de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des familles et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Demande générique	Non attribution supplémentaire	Aucune attribution de droit supplémentaire suite à une 1ère décision de CDAPH (adulte)	Non attrib supplémentaire	Suite à la première décision de la CDAPH, l'équipe de la MDPH a poursuivi l'évaluation de votre situation. Cependant, après cette évaluation, la CDAPH a estimé que vous n'aviez pas d'autre besoin pouvant être compensé par un droit ou une prestation ou que vous n'étiez éligible à aucun droit supplémentaire (article L.146-8 du code de l'action sociale et des familles).
Demande générique	Non attribution supplémentaire	Aucune attribution de droit supplémentaire suite à une 1ère décision de CDAPH (enfant)	Non attrib supplémentaire enfant	Suite à la première décision de la CDAPH, l'équipe de la MDPH a poursuivi l'évaluation de la situation de votre enfant. Cependant, après cette évaluation, la CDAPH a estimé qu'il n'a pas d'autre besoin pouvant être compensé par un droit ou une prestation ou qu'il n'est éligible à aucun droit supplémentaire (article L.146-8 du code de l'action sociale et des familles).

Orientation professionnelle

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation professionnelle vers le marché du travail	Attribution	Bénéficiaire RQTH	Attrib ORP marché travail	Vous bénéficiez d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH). La CDAPH a reconnu qu'un accompagnement par le service public de l'emploi permettra de répondre à vos difficultés d'insertion ou de maintien dans l'emploi liées à votre situation de handicap (article L5213-2 du code du travail ; Circulaire DGEFP n° 2007/01 du 15 janvier 2007 relative à la mise en œuvre de l'orientation vers le marché du travail des travailleurs handicapés)
Orientation professionnelle vers le marché du travail	Attribution	Bénéficiaire RQTH Possibilité de suivre une formation en milieu ordinaire (rejet implicite du CRP)	Attrib ORP marché travail formation ordinaire	Après évaluation de votre situation, de vos capacités et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous pouvez suivre une formation en milieu ordinaire. Un accompagnement par le service public de l'emploi permettra de répondre à vos difficultés d'insertion ou de maintien dans l'emploi liées à votre situation de handicap. Par conséquent, une formation en ESRP ne répond pas actuellement à vos besoins (article R. 5213-9 et suivants du code du travail).
Orientation vers l'unité d'évaluation, de réentrainement et d'orientation sociale et socioprofessionnelle pour personnes cérébro-lésées (UEROS)	Attribution	Bénéficiaire RQTH Plus de 16 ans	Attrib UEROS	Après évaluation de votre situation, de vos capacités et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu qu'un stage d'évaluation et de réentrainement professionnel (UEROS) pourra vous accompagner dans la définition de votre projet professionnel (article D312-161-3 du code du travail).
Orientation vers un dispositif d'emploi accompagné	Attribution	Bénéficiaire RQTH Plus de 16 ans En milieu ordinaire de travail ou avec un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail Difficultés particulières pour sécuriser de façon durable son insertion professionnelle	Attrib EA milieu ordinaire avec difficultés	Vous êtes reconnu travailleur handicapé. Vous avez une orientation professionnelle vers le milieu ordinaire de travail. Après évaluation de votre situation, de vos capacités et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous rencontrez des difficultés particulières pour sécuriser de façon durable votre insertion professionnelle. Par conséquent, vous pouvez bénéficier du dispositif Emploi accompagné (EA) (articles L.5213-2-1 et D.5213-89 du code du travail).
Orientation vers un dispositif d'emploi accompagné	Attribution	Bénéficiaire RQTH Plus de 16 ans Accueilli en ESAT Projet d'insertion en milieu ordinaire de travail	Attrib EA ESAT avec projet milieu ordinaire	Vous êtes accueilli dans un établissement ou service d'aide par le travail (ESAT). La CDAPH a reconnu que vous avez un projet d'insertion en milieu ordinaire de travail. Par conséquent, vous pouvez bénéficier du dispositif Emploi accompagné (EA) (articles L.5213-2-1 et D.5213-89 du code du travail).
Orientation en Centre de pré-orientation (CPO)	Attribution	Bénéficiaire RQTH Plus de 16 ans - votre orientation professionnelle présente des difficultés particulières qui ne peuvent être résolues par l'équipe technique de la CDAPH - vous avez besoin d'un accompagnement pour travailler votre projet professionnel	Attrib ESPO	Après évaluation de votre situation, de vos capacités et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu qu'un stage de pré-orientation pourra vous accompagner dans la définition de votre projet professionnel (article R5213-2 du code du travail).
Orientation en Centre de rééducation professionnelle (CRP)	Attribution	Bénéficiaire RQTH Plus de 16 ans	Attrib ESRP	Après évaluation de votre situation, de vos capacités et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu qu'une formation professionnelle en CRP pourra vous accompagner dans votre reconversion professionnelle (article R5213-2 du code du travail).
Orientation en Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Attribution	Bénéficiaire RQTH -capacité de travail inférieure à un tiers, aptitude potentielle à travailler suffisante pour justifier une admission en ESAT -capacité de travail supérieure ou égale au tiers de la capacité normale et besoin d'un ou de plusieurs soutiens médicaux, éducatifs, sociaux, psychologiques -besoins ne pouvant être satisfaits par une orientation vers le marché du travail ordinaire	Attrib ESAT	Après évaluation de votre situation, de vos capacités et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous pouvez exercer une activité professionnelle dans un établissement ou service d'aide par le travail (ESAT). Vous bénéficierez également d'un accompagnement dans vos démarches d'insertion sociale et professionnelle (articles R243-1 et R243-3 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation professionnelle	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle	Rejet	Les informations nécessaires n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l’action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l’administration).
Orientation professionnelle	Rejet	Les informations nécessaires n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l’absence de réponse de votre part à nos demandes, l’équipe pluridisciplinaire n’a pas été en mesure d’évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l’action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l’administration).
Orientation professionnelle - Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de pré-orientation (CPO) ou Unité d’évaluation, de réentraînement et d’orientation sociale et socioprofessionnelle pour personnes cérébro-lésées (UEROS)	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de pré-orientation (CPO) ou Unité d’évaluation, de réentraînement et d’orientation sociale et socioprofessionnelle pour personnes cérébro-lésées (UEROS)	Rejet	Les informations nécessaires n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l’action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l’administration).
Orientation professionnelle - Centre de rééducation professionnelle (CRP), Centre de pré-orientation (CPO) ou Unité d’évaluation, de réentraînement et d’orientation sociale et socioprofessionnelle pour personnes cérébro-lésées (UEROS)	Rejet	Les informations nécessaires n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l’absence de réponse de votre part à nos demandes, l’équipe pluridisciplinaire n’a pas été en mesure d’évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l’action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l’administration).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
personnes cérébro-lésées (UEROS)				
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Le dispositif d'emploi accompagné est ouvert aux personnes à partir de 16 ans	Rejet EA condition d'âge	L'âge légal minimum pour bénéficier du dispositif Emploi accompagné (EA) est fixé à 16 ans. Votre enfant ne peut donc pas bénéficier du dispositif Emploi accompagné (article D.5213-89 du code du travail).
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Plus de 16 ans Accueilli en ESAT Pas de projet d'insertion en milieu ordinaire de travail actuellement	Rejet EA ESAT absence projet milieu ordinaire	Vous êtes accueilli dans un établissement ou service d'aide par le travail (ESAT) mais vous n'avez actuellement pas de projet d'insertion en milieu ordinaire de travail. Par conséquent, la CDAPH a reconnu que le dispositif Emploi accompagné (EA) ne répond pas pour l'instant à vos besoins (articles L.5213-2-1 et D.5213-89 du code du travail).
Orientation professionnelle - Emploi accompagné	Rejet	Prise en charge par un dispositif d'Emploi accompagné pas nécessaire : l'utilisateur bénéficie déjà d'un accompagnement adapté / l'offre existante en matière d'insertion professionnelle peut répondre à son besoin. Ajouter à la suite de cette motivation, les préconisations (vers Cap emploi, vers un autre dispositif...)	Rejet EA Accompagnement par d'autres dispositifs d'insertion pro	Après évaluation de votre situation, de vos capacités et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que l'emploi accompagné n'est pas le dispositif le plus pertinent pour répondre à vos besoins professionnels. D'autres dispositifs en matière d'insertion professionnelle sont plus adaptés à votre situation (article L. 5213-2-1 du code du travail)
Orientation professionnelle - Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Rejet	Bénéficiaire RQTH Plus de 16 ans Capacité de travail < 1/3 de la capacité d'une personne valide Pas d'aptitude potentielle à travailler suffisante pour être admis en ESAT	Rejet ESAT Capacité travail insuffisante	Après évaluation de votre situation, de vos capacités et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que l'insertion professionnelle en établissement ou service d'aide par le travail (ESAT) ne répond pas actuellement à vos besoins (articles R243-1 et R243-3 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Rejet	Bénéficiaire RQTH Plus de 16 ans Capacité de travail ≥ 1/3 de la capacité normale Pas besoin d'un ou plusieurs soutiens médicaux, éducatifs, sociaux, psychologiques L'utilisateur peut travailler sur le marché du travail ordinaire.	Rejet ESAT Capacité travail > 1/3	Après évaluation de votre situation, de vos capacités et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous pouvez travailler dans le milieu ordinaire du travail. Par conséquent, l'insertion professionnelle en établissement ou service d'aide par le travail (ESAT) ne répond pas à vos besoins (articles R243-1 et R243-3 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation professionnelle - Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a reconnu que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Orientation professionnelle - Etablissement et service d'aide par le travail (ESAT)	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Orientation professionnelle - Marché du travail	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a reconnu que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation professionnelle - Marché du travail	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Orientation professionnelle - Marché du travail	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).

Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes / enfants

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation vers un Etablissement d'accueil médicalisé en tout ou partie	Attribution	Ne pas préciser la déficience (= critère d'attribution mais pas de motivation)	Attrib EAM	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a considéré que l'accueil dans un Etablissement d'accueil médicalisé en tout ou partie vous apportera une aide dans votre vie quotidienne, un soutien dans votre autonomie ainsi que des soins et une surveillance médicale (articles D344-5-2 et D344-5-3 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Etablissement d'accueil non médicalisé	Attribution	Ne pas préciser la déficience (= critère d'attribution mais pas de motivation)	Attrib EANM	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un Etablissement d'accueil non médicalisé vous aidera à conserver votre autonomie dans la vie quotidienne et vous permettra de réaliser des activités correspondant à votre projet (article L344-1-1 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes	Rejet	Pas de reconnaissance du besoin d'une orientation vers un ESMS	Rejet ESMS	Après l'évaluation de votre projet de vie, de vos besoins et de vos capacités, la CDAPH n'a pas reconnu que votre situation nécessite un accompagnement par un ESMS (L.312-1 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Orientation vers un établissement ou service médico-social pour adultes	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Orientation vers le dispositif ITEP	Attribution	Décret n° 2017-620 du 24 avril 2017 - Intervention interdisciplinaire CASF D312-59-1 & D312-59-2	Attrib dispositif ITEP	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un dispositif ITEP lui apportera un soutien éducatif personnalisé, une scolarisation adaptée à ses besoins, ainsi que des moyens médicaux et de rééducation personnalisés (article L312-7-1 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un établissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés	Attribution	Besoin d'une prise en charge et un soutien personnalisés	Attrib EEAP	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un établissement pour enfants ou adolescents polyhandicapés lui apportera un accompagnement dans la vie quotidienne, sociale et scolaire ainsi que des soins médicaux et de rééducation personnalisés (article D312-83 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Foyer d'accueil médicalisé (FAM)	Attribution	Assistance pour les actes de la vie quotidienne, prestation de soins, surveillance médicale, besoin d'aide pour l'insertion sociale	Attrib FAM	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a considéré que l'accueil dans un Foyer d'accueil médicalisé (FAM) vous apportera une aide dans votre vie quotidienne, un soutien dans votre autonomie ainsi que des soins et une surveillance médicale (articles D344-5-2 et D344-5-3 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Foyer de vie	Attribution	Besoin en matière d'autonomie	Attrib FV	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un foyer de vie vous aidera à conserver votre autonomie dans la vie quotidienne et vous permettra de réaliser des activités correspondant à votre projet (article L344-1-1 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Foyer d'hébergement	Attribution	Besoin en matière d'autonomie / soins	Attrib FH	Vous êtes orienté en ESAT. Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un foyer d'hébergement vous permettra de disposer d'un hébergement et d'un accompagnement adaptés à vos besoins dans la vie quotidienne et pour la participation sociale (article L344-1-1 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Orientation vers un Institut d'éducation motrice (IEM)	Attribution	Déficience motrice Besoin de moyens spécifiques pour le suivi médical, l'éducation spécialisée, la formation générale et professionnelle	Attrib IEM	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un institut d'éducation motrice (IEM) lui apportera les moyens médicaux, scolaires, éducatifs et de rééducation adaptés à sa situation (article D312-61 du code de l'action sociale et des familles)..
Orientation vers un Institut d'éducation sensorielle (IES)	Attribution	Déficience visuelle Recours à des moyens spécifiques pour le suivi médical, la compensation du handicap, l'acquisition de connaissances scolaires et d'une formation professionnelle	Attrib IES	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un institut d'éducation sensorielle (IES) lui apportera les moyens médicaux, scolaires, éducatifs et de rééducation adaptés à sa situation (article D312-61 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Institut médico-éducatif (IME)	Attribution	Déficit intellectuel D312-11 et D312-12 : Accompagnement famille & entourage ; Soins & rééducation ; Surveillance médicale régulière ; Soutien dans les apprentissages ; Facilitation de la communication & socialisation	Attrib IME	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un institut médico-éducatif (IME) lui apportera un soutien dans les apprentissages ainsi que les moyens médicaux, scolaires et de rééducation personnalisés (article D312-12 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un institut pour déficients auditifs	Attribution	Enfant Déficience auditive	Attrib institut déficients auditifs	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un Institut pour personnes avec une déficience auditive lui apportera un soutien éducatif personnalisé ainsi que les moyens médicaux, scolaires et de rééducation adaptés à sa situation (article D312-99 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un institut pour déficients visuels	Attribution	Enfant Déficience visuelle	Attrib institut déficients visuels	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un Institut pour personnes avec une déficience visuelle lui apportera un soutien éducatif personnalisé ainsi que les moyens médicaux, scolaires et de rééducation adaptés à sa situation (article D312-112 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP)	Attribution	Intervention interdisciplinaire : CASF D312-59-1 & D312-59-2	Attrib ITEP	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans un institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (ITEP) lui apportera un soutien éducatif personnalisé, une scolarisation adaptée à ses besoins ainsi que des moyens médicaux et de rééducation personnalisés (article D312-59-2 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Maison d'accueil spécialisée (MAS)	Attribution	Altération des capacités pour les actes de la vie quotidienne ; Besoin du recours à une tierce personne pour les actes de la vie courante ; Surveillance médicale et soins constants	Attrib MAS	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accueil dans une Maison d'accueil spécialisée (MAS) vous apportera une aide dans la vie quotidienne ainsi que des soins et une surveillance médicale répondant à vos besoins (articles D344-5-2 et D344-5-3 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Pôle d'enseignement jeune sourd (PEJS)	Attribution	Enfant Déficience auditive La famille a fait le choix d'un mode de communication, soit bilingue (LSF/français écrit), soit en langue française	Attrib PEJS	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que son orientation en pôle d'enseignement des jeunes sourds (PEJS) permettra son maintien en classe ordinaire avec des modalités adaptées à ses besoins (article D351-7 du code de l'éducation et circulaire n° 2017-011 du 3 février 2017).
Orientation vers un Service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS)	Attribution	Besoin d'aide dans la vie quotidienne & pour la participation sociale	Attrib SAVS	Suite à l'évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un SAVS vous apportera une aide dans la vie quotidienne et dans les démarches courantes de la vie sociale et professionnelle (articles D312-162 et D312-163 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Service d'accompagnement familial et d'éducation précoce (SAFEP)	Attribution	Déficience visuelle D312-105 : Service d'accompagnement familial et d'éducation précoce pour les enfants de la naissance à trois ans, qui assure la prise en charge définie à l'article D312-99 et tout particulièrement le conseil et	Attrib SAFEP déficience visuelle	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'accompagnement par un service d'accompagnement familial et d'éducation précoce (SAFEP) vous apportera un soutien précoce et vous proposera des moyens personnalisés pour le suivi médical, le développement de la communication et l'accès aux apprentissages de votre enfant (articles D312-99 et D312-117 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
		l'accompagnement des familles et de l'entourage familial de l'enfant, l'approfondissement du diagnostic et de l'adaptation prothétique, l'éveil et le développement de la communication [...]		
Orientation vers un Service d'accompagnement familial et d'éducation précoce (SAFEP)	Attribution	Déficience auditive CASF D312-99 & D312-105/106	Attrib SAFEP déficience auditive	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l’accompagnement par un service d'accompagnement familial et d'éducation précoce (SAFEP) vous apportera un soutien précoce et vous proposera des moyens personnalisés pour le suivi médical, le développement de la communication et l'accès aux apprentissages de votre enfant (article D312-99 du code de l’action sociale et des familles).
Orientation vers un Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH)	Attribution	Besoin d’aide dans la vie quotidienne ; de soins & pour la participation sociale Cf SAVS + soins réguliers et coordonnés et accompagnement médical & paramédical en milieu ouvert	Attrib SAMSAH	Suite à l’évaluation de votre situation et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que l’accompagnement par un Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) vous apportera une aide dans la vie quotidienne et dans les démarches courantes de la vie sociale et professionnelle, ainsi que des soins médicaux et paramédicaux (articles D312-162 et D312-167 du code de l’action sociale et des familles)
Orientation vers un Service d'aide à l'acquisition de l'autonomie et à la scolarisation (SAAAIS)	Attribution	Article D312-117 : un SAAAIS apportant, d'une part, l'ensemble des moyens de compensation du handicap, de développement de la vision fonctionnelle, d'apprentissage des techniques palliatives, d'autre part, les soutiens pédagogiques adaptés et assurant la mise à disposition des matériels et équipements spécialisés.	Attrib SAAAIS	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l’accompagnement par un service d'aide à l'acquisition de l'autonomie et à la scolarisation (SAAAIS) favorisera sa scolarisation en proposant un soutien éducatif et pédagogique adapté à ses besoins et des techniques de compensation spécialisées (article D312-117 du code de l’action sociale et des familles).
Orientation vers un Service de soutien à l'éducation familiale et à la scolarisation (SSEFIS)	Attribution	Déficience auditive (plus de 3 ans – scolarisation en milieu ordinaire ; Votre enfant nécessite un accompagnement comportant le conseil et l'accompagnement de sa famille et de son entourage familial, l'approfondissement du diagnostic, l'aide au développement et la préparation des orientations collectives ultérieures	Attrib SSEFIS avec scola	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l’accompagnement par un service de soutien à l'éducation familiale et à la scolarisation (SSEFIS) vous apportera un soutien précoce et vous proposera des moyens personnalisés pour le suivi médical, le développement de la communication et l'accès aux apprentissages de votre enfant (article D312-98 du code de l’action sociale et des familles).
Orientation vers un Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD)	Attribution	Soutien à la scolarisation ou à l'acquisition de l'autonomie comportant l'ensemble des moyens médicaux, paramédicaux, psycho-sociaux, éducatifs et pédagogiques adaptés	Attrib SESSAD	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l’accompagnement par un Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) lui apportera un soutien à la scolarisation et à l'acquisition de l’autonomie en proposant des moyens médicaux, paramédicaux, éducatifs et pédagogiques adaptés (article D312-55 du code de l’action sociale et des familles).
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Attribution	Plus de 20 ans Maintien dans le même ESMS faute de place	Attrib maintien amendement Creton	La CDAPH a reconnu que vous ne pouvez pas être admis immédiatement dans un établissement médico-social pour adultes. Par conséquent, vous êtes maintenu dans l'établissement ou service médico-social qui vous accueille ou vous accompagne actuellement (article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles).
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Moins de 20 ans Non concerné par l’amendement Creton	Rejet amendement Creton moins 20ans	Vous avez moins de 20 ans. Vous n'êtes donc pas concerné par le maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton (article L. 242-4 du code de l'action sociale et des familles).
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Plus de 20 ans Possibilité d’être immédiatement admis en établissement médico-social pour adultes	Rejet amendement Creton ESMS adulte possible	La CDAPH vous a attribué une orientation vers un établissement pour adultes. Vous pouvez être immédiatement admis dans un établissement médico-social pour adultes. Le maintien en établissement pour enfants au titre de l'amendement Creton n'est donc plus justifié (article L. 242-4 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Moins de 20 ans Non concerné par l'amendement Creton	Rejet amendement Creton limite d'âge	La CDAPH a reconnu que vous n'avez pas dépassé l'âge limite pour lequel l'établissement médico-social qui vous accueille est agréé. Vous n'êtes donc pas concerné par le maintien en établissement médico-social au titre de l'amendement Creton (article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles)
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet Absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet Absence éléments évaluation enfant	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire	Rejet absence réponse demande de pièces enfant	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer la situation de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Hors définition du handicap (adulte)	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Maintien en ESMS au titre de l'amendement Creton	Rejet	Hors définition du handicap (enfant)	Rejet hors définition handicap enfant	La CDAPH a considéré que la situation de votre enfant ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Orientation vers un Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE)	Attribution	Accompagnement transitoire, en attente d'une solution adaptée ou accompagnement plus pérenne et à part entière pour certaines situations spécifiques (accompagnement global de la personne) ou solution complémentaire, dans le cas d'un accompagnement devant être renforcé permettant une meilleure inclusion de la personne concernée.	Attrib PCPE adulte	Après l'évaluation de vos besoins et de vos capacités, la CDAPH a reconnu qu'un accompagnement par un pôle de compétences et de prestations externalisées (PCPE) vous apportera un soutien pour vous aider à mettre en œuvre votre projet de vie (circulaire n°2016-119 du 12 avril 2016).
Orientation vers un Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE)	Attribution	Enfant Accompagnement transitoire, en attente d'une solution adaptée ou accompagnement plus pérenne et à part entière pour certaines situations spécifiques (accompagnement global de la personne) ou solution	Attrib PCPE enfant	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu qu'un accompagnement par un pôle de compétences et de prestations externalisées (PCPE) lui apportera un soutien adapté à ses besoins et l'accompagnera dans l'acquisition de son autonomie (circulaire n°2016-119 du 12 avril 2016).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
		complémentaire, dans le cas d'un accompagnement devant être renforcé permettant une meilleure inclusion de la personne concernée.		

Parcours de scolarisation et/ou formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Aide humaine aux élèves handicapés - Individuelle	Attribution	Attribution d'une aide individuelle - La motivation est surtout importante en cas de diminution du nombre d'heures attribué ou d'attribution d'un nombre d'heures inférieur à celui demandé si précisé dans le formulaire	Attrib AHEH-I	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que la scolarisation de votre enfant nécessite l'aide d'une personne pour répondre à son besoin d'un accompagnement soutenu et continu. Durant le temps d'aide attribué, cette personne accompagnera votre enfant sur les activités précisées dans la présente notification ou dans le projet personnalisé de scolarisation (articles L351-3 et D351-16-1 du code de l'éducation).
Aide humaine aux élèves handicapés - Individuelle	Attribution	Enfant Bénéficiaire AHEH Révision – Modification du nombre d'heures attribué	Attrib AHEH-I Révision	La CDAPH a reconnu que la scolarisation de votre enfant nécessite l'aide d'une personne pour répondre à son besoin d'un accompagnement soutenu et continu. Suite à la nouvelle évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, le nombre d'heures attribué a été révisé pour répondre à ses besoins. Durant le temps d'aide attribué, cette personne accompagnera votre enfant sur les activités précisées dans la présente notification ou dans le projet personnalisé de scolarisation (articles L351-3 et D351-16-1 du code de l'éducation).
Aide humaine aux élèves handicapés - Individuelle	Attribution	Enfant Bénéficiaire AHEH Révision – Attribution d'un nombre d'heures inférieur car plus grande autonomie	Attrib AHEH-I Révision heures suite autonomisation	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que la scolarisation de votre enfant nécessite toujours l'aide d'une personne pour répondre à son besoin d'un accompagnement soutenu et continu. Toutefois, votre enfant ayant gagné en autonomie, le nombre d'heures d'aide attribué a été révisé. Durant le temps d'aide désormais attribué, cette personne accompagnera votre enfant sur les activités précisées dans la présente notification ou dans le projet personnalisé de scolarisation (articles L351-3 et D351-16-1 du code de l'éducation).
Parcours de scolarisation et/ou de formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social	Attribution	Enfant Bénéficiaire AHEH Révision – Non-renouvellement de l'aide humaine	Non renouvellement AHEH-I Absence besoin	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu qu'il n'a plus besoin de l'aide d'un accompagnant dans le cadre de sa scolarité. Cette aide n'est donc pas renouvelée (article L351-3 du code de l'éducation).
Parcours de scolarisation et/ou de formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social	Attribution	Enfant Non bénéficiaire AHEH : pas une demande "renouvellement" Demande explicite AHEH dans la demande de parcours de scolarisation => Attribution d'une orientation scolaire ou d'une orientation ESMS enfant mais pas de l'AHEH	Non-attribution AHEH	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'aide d'un accompagnant ne répondra pas à ses besoins dans le cadre de sa scolarité (article L351-3 du code de l'éducation).
Aide humaine aux élèves handicapés - mutualisée	Attribution	Enfant Besoin accompagnement AESH mutualisée	Attrib AHEH-M	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu qu'il a besoin de l'aide d'un accompagnant dans le cadre de sa scolarité. La CDAPH a également reconnu que votre enfant ne nécessite pas un accompagnement soutenu et continu. La personne pourra donc également accompagner d'autres élèves. L'accompagnement dans les différentes activités précisées dans la présente notification ou dans le projet personnalisé de scolarisation sera organisé par les services de l'Education nationale (articles D351-16-1, D351-16-2 et D351-16-3 du code de l'éducation).
Aide humaine aux élèves handicapés - mutualisée	Attribution	Enfant Bénéficiaire AHEH individuelle Révision – Passage d'une aide individuelle à mutualisée	Attrib AHEH-M Passage individuelle à mutualisée	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu qu'il a besoin de l'aide d'un accompagnant dans le cadre de sa scolarité. La CDAPH a également reconnu que votre enfant ne nécessite plus un accompagnement soutenu et continu. La personne pourra donc également accompagner d'autres élèves. L'accompagnement dans les différentes activités précisées dans la présente notification ou dans le projet personnalisé de scolarisation sera organisé par les services de l'Education nationale (articles D351-16-1, D351-16-2 et D351-16-3 du code de l'éducation).
Maintien en maternelle	Attribution	Enfant Maintien en maternelle	Attrib Maintien maternelle	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que son maintien en maternelle favorisera l'acquisition des apprentissages nécessaires à son accès au cycle supérieur (article D351-7 du code de l'éducation).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Matériel pédagogique adapté	Attribution	Enfant Besoin de matériel pédagogique adapté	Attrib MPA	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu qu'il a besoin de matériel pédagogique adapté pour compenser ses besoins et favoriser sa scolarité et ses apprentissages (article D351-7 du code de l'éducation).
Orientation en Enseignement adapté (SEGPA/EREA)	Attribution		Attrib SEGPA EREA	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que son orientation en section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) ou en établissement régional d'enseignement adapté (EREA) permettra de répondre à ses besoins pour poursuivre sa scolarisation en classe ordinaire en enseignement adapté (articles L351-1 et D332-7 du code de l'éducation).
Orientation en enseignement ordinaire	Attribution		Attrib enseignement ordinaire	La CDAPH a reconnu que l'enseignement en classe ordinaire, accompagné des mesures mentionnées dans la présente notification ou dans le projet personnalisé de scolarisation, est adapté aux besoins de votre enfant (article L. 112-2 du code de l'Education et article D. 351-7 du code de l'Education).
Orientation en enseignement ordinaire	Attribution		Attrib enseignement ordinaire - précision non-attrib autre dispositif	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu qu'il ne présente pas de limitation d'activité ou de restriction de participation l'empêchant d'évoluer en milieu scolaire ordinaire et rendant nécessaire le recours à un dispositif adapté. L'enseignement en classe ordinaire est actuellement la solution la plus adaptée à votre enfant (article D351-4 du code de l'éducation).
Orientation en Unité d'enseignement	Attribution	Enfant Handicap ou trouble de la santé invalidant & besoin accompagnement ESMS	Attrib UE	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'unité d'enseignement lui apportera les moyens scolaires, éducatifs et de rééducation adaptés à ses besoins (articles D351-4 et D351-7 du code de l'éducation).
Orientation en Unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS)	Attribution	Enfant Besoins en matière d'inclusion scolaire	Attrib ULIS	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que l'orientation en unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS) lui permettra de poursuivre sa scolarisation en milieu ordinaire en lui apportant des soutiens éducatifs et pédagogiques adaptés à ses besoins (article D. 351-7 du code de l'Education).
Orientation vers une Scolarisation en milieu ordinaire à temps partagé (UE et établissement scolaire)	Attribution	Ne pas préciser la déficience (= critère d'attribution mais pas de motivation)	Attrib milieu ordinaire et UE temps partagé	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que sa scolarisation à temps partagé entre le milieu ordinaire et l'unité d'enseignement (UE) de l'établissement médico-social répond à ses besoins (article D.351-4 du code de l'éducation).
Orientation vers une Unité d'enseignement et une scolarisation en ULIS à temps partagé	Attribution	Ne pas préciser la déficience (= critère d'attribution mais pas de motivation)	Attrib ULIS et UE temps partagé	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que la scolarisation à temps partagé en unité d'enseignement (UE) et en unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS) lui apportera des soutiens éducatifs et pédagogiques adaptés à ses besoins et favorisera sa scolarisation en milieu ordinaire (article D. 351-7 du code de l'Education).
Orientation vers une unité d'enseignement et un enseignement général et professionnel adapté à temps partagé	Attribution	Ne pas préciser la déficience (= critère d'attribution mais pas de motivation)	Attrib UE et scola enseignement adapté à temps partagé	Après l'évaluation des besoins et des capacités de votre enfant, la CDAPH a reconnu que sa scolarisation à temps partagé entre l'unité d'enseignement (UE) de l'établissement médico-social et un enseignement général et professionnel adapté lui apportera les moyens scolaires et éducatifs adaptés à ses besoins (articles L.351-1, D.332-7 et D351-4 du code de l'éducation).
Parcours de scolarisation et/ou de formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social	Rejet	Enfant Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap enfant	La CDAPH a considéré que la situation de votre enfant ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Parcours de scolarisation et/ou de formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social	Rejet	Enfant Les informations nécessaires n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire	Rejet Absence éléments évaluation enfant	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l’action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l’administration).
Parcours de scolarisation et/ou de formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social	Rejet	Enfant Les informations nécessaires n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces enfant	En l’absence de réponse de votre part à nos demandes, l’équipe pluridisciplinaire n’a pas été en mesure d’évaluer la situation de votre enfant. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l’action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l’administration).
Parcours de scolarisation et/ou de formation avec ou sans accompagnement par un établissement ou service médico-social	Rejet		Rejet PCH2 aide technique non adaptée	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités. Toutefois, l’aide technique préconisée en réponse à vos besoins ne répond pas aux critères définis dans le cadre de la PCH aides techniques et ne peut donc pas être prise en compte en PCH (annexe 2-5 et article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).

Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

PCH – Aide humaine

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	PCH 1 Adulte : Besoins d'aide pour les actes essentiels de l'existence et/ou de surveillance régulière	Attrib PCH1 adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	PCH 1 Enfant : Besoins d'aide pour les actes essentiels de l'existence et/ou de surveillance régulière	Attrib PCH1 enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	PCH 1 Adulte : Frais supplémentaires liés à la fonction élective	Attrib PCH1 fonction élective	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que votre fonction élective vous impose des frais supplémentaires liés à votre situation de handicap. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Ces frais peuvent être pris en charge par la prestation de compensation du handicap (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 adulte avec réduction du nombre d'heures Autonomisation	Attrib PCH1 adulte Révision suite autonomisation	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez encore besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, depuis la précédente évaluation, votre autonomie s'est améliorée, le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles)
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 Enfant avec réduction du nombre d'heures Autonomisation	Attrib PCH1 enfant Révision suite autonomisation	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a encore besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, depuis la précédente évaluation, son autonomie s'est améliorée, le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 adulte avec réduction du nombre d'heures Autre compensation	Attrib PCH1 adulte Révision car autre compensation	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez encore besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, depuis la précédente évaluation, vos besoins en aide humaine ont diminué car ils sont en partie compensés par un autre élément de la prestation de compensation du handicap (ex : aide technique, aménagement du logement, etc.). Le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 enfant avec réduction du nombre d'heures Autre compensation	Attrib PCH1 enfant Révision car autre compensation	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a encore besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, depuis la précédente évaluation, ses besoins en aide humaine ont diminué car ils sont en partie compensés par un autre élément de la prestation de compensation du handicap (ex : aide technique, aménagement du logement, etc.). Le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 adulte avec réduction du nombre d'heures (heures utilisées pour des activités non éligibles à la PCH)	Attrib PCH1 adulte Révision suite activités hors PCH	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez encore besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, depuis la dernière évaluation, la CDAPH a constaté que certaines heures d'aide humaine sont utilisées pour réaliser des activités qui ne peuvent pas être financées par la prestation de compensation du handicap. Le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision - PCH 1 enfant avec réduction du nombre d'heures (heures utilisées pour des activités non éligibles à la PCH)	Attrib PCH1 enfant Révision suite activités hors PCH	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a encore besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, depuis la dernière évaluation, la CDAPH a constaté que certaines heures d'aide humaine sont utilisées pour réaliser des activités qui ne peuvent pas être financées par la prestation de compensation du handicap. Le nombre d'heures d'aide humaine accordé est donc réduit (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision PCH 1 adulte (évolution des besoins)	Attrib PCH1 adulte Révision suite majoration besoins	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Vos besoins en aide humaine ont augmenté depuis la précédente évaluation, le nombre d'heures attribué a donc augmenté (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision PCH 1 enfant (évolution des besoins)	Attrib PCH1 enfant Révision suite majoration besoins	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Ses besoins en aide humaine ont augmenté depuis la précédente évaluation, le nombre d'heures attribué a donc augmenté (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision PCH 1 adulte (diminution des besoins)	Attrib PCH1 adulte Révision suite diminution besoins	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, depuis la précédente évaluation, vos besoins en aide humaine ont diminué. Le nombre d'heures attribué a donc été réduit (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	Révision PCH 1 enfant (diminution des besoins)	Attrib PCH1 enfant Révision suite diminution besoins	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, depuis la précédente évaluation, ses besoins en aide humaine ont diminué. Le nombre d'heures attribué a donc été réduit (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	PCH 1 adulte à 0€ (aide apportée par un autre financeur – MTP ou PC RTP)	Attrib PCH1 adulte Montant 0€ déduction MTP	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, vous percevez déjà une aide (Majoration pour Tierce Personne ou Prestation Complémentaire pour Recours à Tierce Personne). Après déduction de cette aide, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH à ce jour. Si le montant de votre aide évolue, vous pouvez solliciter le Conseil départemental pour un nouveau calcul de vos droits à la PCH (annexe 2-5, article L.245-4 et article R.245-40 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution	PCH 1 Adulte : Frais supplémentaires liés à l'activité professionnelle	Attrib PCH1 activité professionnelle	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que votre activité professionnelle vous impose des frais supplémentaires liés à votre situation de handicap. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Ces frais peuvent être pris en charge par la prestation de compensation du handicap (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution		Attrib PCH1 adulte 0€ Révision car autre compensation	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez encore besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, depuis la précédente évaluation, vos besoins en aide humaine ont diminué car ils sont compensés par un autre élément de la prestation de compensation du handicap (ex : aide technique, aménagement du logement, etc.). Vous ne pouvez donc plus bénéficier d'aide humaine au titre de la PCH (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 1 - Aide humaine	Attribution		Attrib PCH1 enfant 0€ Révision car autre compensation	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a encore besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aide humaine sont également remplis. Toutefois, depuis la précédente évaluation, ses besoins en aide humaine ont diminué car ils sont compensés par un autre élément de la prestation de compensation du handicap (ex : aide technique, aménagement du logement, etc.). Votre enfant ne peut donc plus bénéficier d'aide humaine au titre de la PCH (annexe 2-5 et article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Aides techniques

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 – Aide technique Adulte	Attrib PCH2 adulte	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d'une aide technique pour réaliser ces activités et que les critères spécifiques pour l'accès à la PCH aide technique sont également remplis (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 - Enfants	Attrib PCH2 enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant et de son autonomie, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de ses besoins, l'évaluation montre aussi qu'il a besoin d'une aide technique pour réaliser ces activités et que les critères spécifiques pour l'accès à la PCH aide humaine sont également remplis (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH2 adulte à 0 € Equipement d'utilisation courante sans surcoût	Attrib PCH2 adulte à 0€ équipement sans surcoût	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d'une aide technique pour réaliser ces activités et que vous utilisez un équipement d'utilisation courante. Toutefois, en l'absence de surcoût de cet équipement, le montant pris en charge au titre de la PCH est égal à zéro euros (annexe 2-5 et article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH2 enfant à 0 € Equipement d'utilisation courante sans surcoût	Attrib PCH2 enfant à 0€ équipement sans surcoût	Après évaluation de la situation de votre enfant et de son autonomie, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de ses besoins, l'évaluation montre aussi que votre enfant a besoin d'une aide technique pour réaliser ces activités et qu'il utilise un équipement d'utilisation courante. Toutefois, en l'absence de surcoût de cet équipement, le montant pris en charge au titre de la PCH est égal à zéro euros (annexe 2-5 et article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 adulte à 0 € Aide financée par le régime de Sécurité Sociale	Attrib PCH2 adulte à 0€ déduction Sécu	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d'une aide technique pour réaliser ces activités. Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour cette aide. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH (annexe 2-5, articles L.245-3 et R245-40 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 enfant à 0 € Aide financée par le régime de Sécurité Sociale	Attrib PCH2 enfant à 0€ déduction Sécu	Après évaluation de la situation de votre enfant et de son autonomie, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de ses besoins, l'évaluation montre aussi que votre enfant a besoin d'une aide technique pour réaliser ces activités. Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour cette aide. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut être attribuée au titre de la PCH (annexe 2-5, articles L.245-3 et R245-40 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 adulte à 0 € Aide prise en charge par un ESMS	Attrib PCH2 adulte à 0€ ESMS	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d'une aide technique pour réaliser ces activités. Toutefois, l'établissement de santé, social ou médico-social qui vous accueille actuellement couvre déjà ce besoin en aide technique dans le cadre de ses missions. Par conséquent, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH à ce jour (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 2 - Aides techniques	Attribution	PCH 2 enfant à 0 € Aide prise en charge par un ESMS	Attrib PCH2 enfant à 0€ ESMS	Après évaluation de la situation de votre enfant et de son autonomie, la CDAPH a reconnu que votre enfant a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de ses besoins, l'évaluation montre aussi que votre enfant a besoin d'une aide technique pour réaliser ces activités. Toutefois, l'établissement de santé, social ou médico-social qui accueille actuellement votre enfant couvre déjà ce besoin en aide technique dans le cadre de ses missions. Par conséquent, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH à ce jour (article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Aménagement du logement, du véhicule, surcoûts transport

PCH – Aménagement du logement

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Adulte Déménagement	Attrib PCH3 adulte Déménagement	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). La CDAPH a reconnu qu'un déménagement dans un logement plus accessible est nécessaire pour maintenir ou améliorer votre autonomie pour réaliser ces activités (annexe 2-5 et article D.245-14 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Enfant Déménagement	Attrib PCH3 enfant Déménagement	Après évaluation de la situation de votre enfant et de son autonomie, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). La CDAPH a reconnu qu'un déménagement dans un logement plus accessible est nécessaire pour maintenir ou améliorer son autonomie pour réaliser ces activités (annexe 2-5 et article D.245-14 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Adulte Aménagement du logement de celui qui héberge	Attrib PCH3 adulte Aménag de l'hébergement	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). Un aménagement du logement dans lequel vous vivez permettra de maintenir ou d'améliorer votre autonomie. Les travaux préconisés peuvent être pris en charge par la PCH aménagement de logement (article D.245-16 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Enfant Aménagement du logement de celui qui héberge	Attrib PCH3 enfant Aménag de l'hébergement	Après évaluation de la situation de votre enfant et de son autonomie, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). Un aménagement du logement dans lequel il vit permettra de maintenir ou d'améliorer son autonomie. Les travaux préconisés peuvent être pris en charge par la PCH aménagement de logement (article D.245-16 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Adulte Aménagement du domicile personnel	Attrib PCH3 adulte Aménag domicile personnel	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). La CDAPH a également reconnu qu'un aménagement du logement est nécessaire pour maintenir ou améliorer votre autonomie pour réaliser ces activités. Les travaux préconisés peuvent être pris en charge par la PCH aménagement de logement (article D.245-14 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Attribution	PCH 3 Enfant Aménagement du domicile personnel	Attrib PCH3 enfant Aménag domicile familial	Après évaluation de la situation de votre enfant et de son autonomie, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). La CDAPH a également reconnu qu'un aménagement du logement permettra de maintenir ou d'améliorer son autonomie (article D.245-16 du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Aménagement du véhicule

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	Adulte - Aménagement véhicule - permis	Attrib PCH3 Aménag poste conduite Mention permis	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d'aménager votre véhicule pour réaliser ces activités. Vous souhaitez aménager le poste de conduite du véhicule que vous utilisez habituellement. Ce besoin ainsi que les aménagements nécessaires sont mentionnés sur votre permis, ce qui permet une prise en charge au titre de la PCH aménagement du véhicule (articles L.245-3 et D.245-18 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	Adulte - Aménagement véhicule - pas de permis / conduite accompagnée	Attrib PCH3 adulte Aménag Conduite accompagnée	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d'aménager votre véhicule pour réaliser ces activités. Ce besoin est mentionné dans l'avis établi par le médecin de la préfecture. Vous n'avez pas le permis et vous souhaitez aménager le poste de conduite du véhicule que vous utilisez habituellement pour apprendre à conduire dans le cadre de la conduite accompagnée, ce qui permet une prise en charge au titre de la PCH aménagement du véhicule (articles L.245-3 et D.245-18 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	PCH 3 Enfant : Aménagement véhicule - pas de permis / conduite accompagnée	Attrib PCH3 enfant Aménag Conduite accompagnée	Après évaluation de ses besoins et de son autonomie, la CDAPH a reconnu que votre enfant a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de ses besoins, l'évaluation montre aussi que votre enfant a besoin d'un aménagement de véhicule pour réaliser ces activités. Ce besoin est mentionné dans l'avis établi par le médecin de la préfecture. Votre enfant n'a pas le permis et souhaite aménager le poste de conduite du véhicule qu'il utilise habituellement pour apprendre à conduire dans le cadre de la conduite accompagnée, ce qui permet une prise en charge au titre de la PCH aménagement du véhicule (articles L.245-3 et D245-18 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	Véhicule sans permis	Attrib PCH3 Aménag véhicule sans permis	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour vos déplacements extérieurs et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d'aménager le poste de conduite du véhicule sans permis que vous utilisez habituellement. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aménagement du véhicule sont donc remplis (annexe 2-5 et articles L245-3 et D245-18 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	Passager d'un véhicule nécessitant un aménagement	Attrib PCH3 Aménag véhicule passager (adulte)	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour vos déplacements extérieurs et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d'aménager le véhicule que vous utilisez habituellement. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aménagement du véhicule sont donc remplis (annexe 2-5 et articles L245-3 et D245-18 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 3 - Aménagement du véhicule	Attribution	Enfant Passager d'un véhicule nécessitant un aménagement	Attrib PCH3 Aménag véhicule passager (enfant)	Après évaluation de la situation de votre enfant et de son autonomie, la CDAPH a reconnu que votre enfant a des difficultés pour ses déplacements extérieurs et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de ses besoins, l'évaluation montre également que votre enfant a besoin que le véhicule qu'il utilise habituellement soit aménagé. Les critères spécifiques pour l'accès à l'aménagement du véhicule sont donc remplis (annexe 2-5 et articles L.245-3 et D.245-18 du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Surcoûts transport

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 surcoûts transport Adulte Plafond 5000 €	Attrib PCH3 adulte Surcoûts transport 5000€	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). La CDAPH a également reconnu que vos trajets fréquents, réguliers ou correspondant à un départ annuel en congés, entraînent des surcoûts du fait de votre situation de handicap. Compte tenu de votre situation, cette aide est limitée à 5 000 € pour la période (article L.245-3 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 surcoûts transport Enfant Plafond 5000 €	Attrib PCH3 enfant Surcoûts transport 5000€	Après évaluation de la situation de votre enfant et de son autonomie, la CDAPH a reconnu qu’il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu’il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). La CDAPH a également reconnu que les trajets fréquents, réguliers ou correspondant à un départ annuel en congés de votre enfant entraînent des surcoûts du fait de sa situation de handicap. Compte tenu de la situation de votre enfant, cette aide est limitée à 5 000 € pour la période (article L.245-3 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 surcoûts transport Adulte Plafond 12 000 €	Attrib PCH3 adulte Surcoûts transport 12000€	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). La CDAPH a également reconnu que vos trajets fréquents, réguliers ou correspondant à un départ annuel en congés, entraînent des surcoûts du fait de votre situation de handicap. Compte tenu de votre situation, cette aide est limitée à 12 000 € pour la période (article L.245-3 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 surcoûts transport Enfant Plafond 12 000 €	Attrib PCH3 enfant Surcoûts transport 12000€	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu’il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu’il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). La CDAPH a également reconnu que les trajets fréquents, réguliers ou correspondant à un départ annuel en congés de votre enfant entraînent des surcoûts du fait de sa situation de handicap. Compte tenu de la situation de votre enfant, cette aide est limitée à 12 000 € pour la période (article L.245-3 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 à 0€ Surcoûts transport Adulte pris en charge par un établissement	Attrib PCH3 à 0€ adulte surcoût pris en charge ESMS	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). La CDAPH a également reconnu que votre accueil en établissement (ou service) social ou médico-social entraîne un recours régulier ou fréquent à un transport assuré par un tiers ou un déplacement aller-retour supérieur à 50km. Toutefois, ce surcoût lié au transport est pris en charge par l'établissement d'accueil. Par conséquent, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH à ce jour (article L.245-3 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 3 - Surcoûts liés au transport	Attribution	PCH 3 à 0€ surcoûts transport Enfant pris en charge par un établissement	Attrib PCH3 à 0€ enfant surcoût pris en charge ESMS	<p>Après évaluation de la situation de votre enfant et de son autonomie, la CDAPH a reconnu qu’il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH).</p> <p>La CDAPH a également reconnu que l'accueil de votre enfant en établissement de santé, social ou médico-social entraîne un recours régulier ou fréquent à un transport assuré par un tiers ou un déplacement aller-retour supérieur à 50km.</p> <p>Toutefois, ce surcoût lié au transport est pris en charge par l'établissement d'accueil.</p> <p>Par conséquent, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH à ce jour (article L.245-3 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).</p>

PCH – Charges exceptionnelles / spécifiques

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 4 - Charges exceptionnelles	Attribution	PCH 4 - Adultes	Attrib PCH4 dép ponc adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. La CDAPH a également reconnu que votre situation de handicap entraîne des dépenses ponctuelles qui peuvent être prises en compte comme charges exceptionnelles (annexe 2-5 et article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 4 - Charges exceptionnelles	Attribution	PCH 4 - Enfants	Attrib PCH4 dép ponc enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. La CDAPH a également reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses ponctuelles qui peuvent être prises en compte comme charges exceptionnelles (annexe 2-5 et article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 4 - Charges exceptionnelles	Attribution	PCH 4 à 0€ - Adultes Aide financée par le régime de Sécurité Sociale	Attrib PCH4 dép ponc adulte à 0€ déduc sécu	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. La CDAPH a également reconnu que votre situation de handicap entraîne des dépenses ponctuelles (annexe 2-5 et article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour ces dépenses. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH (article R.245-40 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 4 - Charges exceptionnelles	Attribution	PCH 4 à 0€ - Enfants Aide financée par le régime de Sécurité Sociale	Attrib PCH4 dép ponc enfant à 0€ déduc sécu	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. La CDAPH a également reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses ponctuelles (annexe 2-5 et article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour ces dépenses. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH (article R.245-40 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 4 - Charges spécifiques	Attribution	PCH 4 - Adultes	Attrib PCH4 dép perm adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. La CDAPH a également reconnu que votre situation de handicap entraîne des dépenses permanentes et prévisibles qui peuvent être prises en compte comme charges spécifiques (annexe 2-5 et article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 4 - Charges spécifiques	Attribution	PCH 4 - Enfants	Attrib PCH4 dép perm enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. La CDAPH a également reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses permanentes et prévisibles qui peuvent être prises en compte comme charges spécifiques (annexe 2-5 et article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 4 - Charges spécifiques	Attribution	PCH 4 à 0€ - Adultes Aide financée par le régime de Sécurité Sociale Dépenses permanentes et prévisibles	Attrib PCH4 dép perm adulte à 0€ déduc sécu	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. La CDAPH a également reconnu que votre situation de handicap entraîne des dépenses permanentes et prévisibles (annexe 2-5 et article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour ces dépenses. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH (article R.245-40 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 4 - Charges spécifiques	Attribution	PCH 4 à 0€ - Enfants Aide financée par le régime de Sécurité Sociale Dépenses permanentes et prévisibles	Attrib PCH4 dép perm enfant à 0€ déduc sécu	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. La CDAPH a également reconnu que la situation de handicap de votre enfant entraîne des dépenses permanentes et prévisibles (annexe 2-5 et article D.245-23 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, vous percevez déjà un financement au titre de la sécurité sociale pour ces dépenses. Après déduction de ce financement, aucune aide supplémentaire ne peut vous être attribuée au titre de la PCH (article R.245-40 du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Aide animalière

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
PCH - élément 5 - Aide animalière	Attribution	PCH 5 - Aide animalière (Adulte)	Attrib PCH5 adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. La CDAPH a également reconnu qu'une aide animalière concourra à maintenir ou à améliorer votre autonomie dans la vie quotidienne (annexe 2-5 et article D.245-24 et suivants du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 5 - Aide animalière	Attribution	PCH 5 - Aide animalière (Enfant)	Attrib PCH5 enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. La CDAPH a également reconnu qu'une aide animalière concourra à maintenir ou à améliorer son autonomie dans la vie quotidienne (annexe 2-5 et article D.245-24 et suivants du code de l'action sociale et des familles).

PCH – Rejet

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Usager adulte non éligible à la PCH	Rejet PCH adulte Non éligibilité PCH	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que les difficultés que vous rencontrez ne correspondent pas aux critères d'attribution de la prestation de compensation du handicap (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Usager enfant non éligible à la PCH	Rejet PCH enfant Non éligibilité PCH	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu que les difficultés qu'il rencontre ne correspondent pas aux critères d'attribution de la prestation de compensation du handicap (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Durée <1 an (adulte)	Rejet PCH adulte Durée difficultés moins 1an	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH a reconnu que les difficultés que vous rencontrez ne sont pas durables. Vous ne pouvez donc pas bénéficier de la PCH (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Durée <1 an (enfant)	Rejet PCH enfant Durée difficultés moins 1an	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH a reconnu que ces difficultés ne sont pas durables. Votre enfant ne peut donc pas bénéficier de la PCH (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Première demande après 60 ans, difficultés survenues après 60 ans, pas bénéficiaire de l'ACTP, pas d'activité professionnelle	Rejet PCH après 60 ans non bénéficiaire et non éligible avant 60 ans	La limite d'âge pour solliciter la prestation de compensation du handicap est de 60 ans sauf dans certains cas dérogatoires. La CDAPH a reconnu que les difficultés que vous rencontrez pour réaliser des activités de la vie quotidienne avant vos 60 ans ne correspondaient pas aux critères dérogatoires pour l'attribution de la PCH. Vous ne pouvez donc pas bénéficier de la PCH (article D.245-3 et article L245-1 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Aides non attribuables au titre de la PCH (adulte)	Rejet PCH adulte Dépenses hors PCH	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités. Cependant, la CDAPH a considéré que les dépenses concernées par votre demande ne sont pas finançables par la Prestation de compensation du handicap (PCH) (annexe 2-5 et article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Aides non attribuables au titre de la PCH (enfant)	Rejet PCH enfant Dépenses hors PCH	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités. Cependant, la CDAPH a considéré que les dépenses concernées par votre demande ne sont pas finançables par la Prestation de compensation du handicap (PCH) (annexe 2-5 et article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Adulte - Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Enfant - Hors définition du handicap	Rejet hors définition handicap enfant	La CDAPH a considéré que la situation de votre enfant ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet faute d'éléments suffisants (adulte)	Rejet absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet faute d'éléments suffisants (enfant)	Rejet Absence éléments évaluation enfant	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer les besoins de votre enfant. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet PCH 1 adulte	Rejet PCH1 adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). Toutefois, la CDAPH a également reconnu que les difficultés que vous rencontrez ne correspondent pas aux critères spécifiques d'attribution de la prestation de compensation du handicap pour l'aide humaine (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet PCH 1 enfant	Rejet PCH1 enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). Toutefois, la CDAPH a également reconnu que les difficultés qu'il rencontre ne correspondent pas aux critères spécifiques d'attribution de la prestation de compensation du handicap pour l'aide humaine (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Eligible à la PCH Dépenses aide humaine effectuées avant la date d'ouverture du droit à la PCH.	Rejet PCH1 frais engagés hors période ouverture droits	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités (article L.245-4 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, la date d'ouverture des droits à la PCH est fixée au 1er jour du mois du dépôt de la demande. (article D. 245-34 du code de l'action sociale et des familles). Par conséquent, toutes les dépenses que vous avez effectuées avant cette date ne peuvent pas être prises en charge au titre de la PCH.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Eligible à la PCH Dépenses aide technique effectuées avant la date d'ouverture du droit à la PCH.	Rejet PCH2 frais engagés hors période ouverture droits	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités. La CDAPH a reconnu que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH. Toutefois, ce droit est ouvert à compter de la date d'acquisition ou de location de l'aide technique correspondant. Cette date est au plus tôt le premier jour du sixième mois précédant le dépôt de la demande. Par conséquent, toutes les dépenses que vous avez effectuées avant cette date ne peuvent pas être prises en charge au titre de la PCH (annexe 2-5 et articles L.245-3 et D.245-34-2 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet		Rejet PCH2 dispositif médical LPPR hors arrêté PCH	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités. Toutefois, les aides techniques préconisées sont inscrites sur la liste des produits et prestations remboursables par l’assurance maladie mais ne peuvent être prises en charge par la PCH aides techniques (annexe 2-5 et article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet		Rejet PCH2 aide technique écartée LPPR	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités. Toutefois, les aides techniques préconisées sont écartées à la fois des produits remboursables par l’assurance maladie et de la PCH aides techniques. Elles ne peuvent donc pas être prises en charge par la PCH aides techniques (annexe 2-5 et article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet		Rejet PCH2 aide technique non adaptée	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). En tenant compte de vos besoins, l'évaluation montre aussi que vous avez besoin d’une aide technique pour réaliser ces activités. Toutefois, l’aide technique préconisée en réponse à vos besoins ne répond pas aux critères définis dans le cadre de la PCH aides techniques et ne peut donc pas être prise en compte en PCH (annexe 2-5 et article L.245-3 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Eligible à la PCH Besoin d'aménagement logement Absence devis	Rejet PCH3 logement Absence Devis	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a considéré que vous avez besoin d'aménager le logement dans lequel vous vivez pour maintenir ou améliorer votre autonomie (article D.245-14 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, vous n'avez pas fourni le devis nécessaire pour que la MDPH puisse réaliser l'évaluation des besoins d'adaptation du logement, malgré la demande de pièces complémentaires qu'elle vous a adressée. Le devis fait partie des documents décrits à l'article D245-28 du code de l'action sociale et des familles. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires, y compris le devis, et tout autre compte rendu, bilan ou information complémentaire utiles.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Eligible à la PCH Dépenses aménagement logement effectuées avant la date d'ouverture du droit à la PCH	Rejet PCH3 logement frais engagés hors période ouverture droits	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles) et que vous avez besoin d'aménager le logement dans lequel vous vivez pour maintenir ou améliorer votre autonomie. La CDAPH a reconnu que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, la date d'ouverture des droits à la PCH est fixée au 1er jour du mois du dépôt de la demande. (article D. 245-34 du code de l'action sociale et des familles). Par conséquent, toutes les dépenses que vous avez effectuées avant cette date ne peuvent pas être prises en charge au titre de la PCH.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 - déménagement dans un logement n'offrant pas une meilleure accessibilité	Rejet PCH3 Déménagement dans un logement non accessible	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la prestation de compensation du handicap (PCH). Toutefois, la CDAPH a reconnu que le logement que vous avez choisi ne répond pas aux critères permettant une prise en charge des frais de déménagement par la PCH (articles L.245-3 et D.245-14 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
PCH - élément 3 - Aménagement du logement	Rejet		Rejet PCH3 logement travaux non éligibles ou non adaptés	Après évaluation de votre situation et de votre autonomie, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). Un aménagement du logement dans lequel vous vivez permettra de maintenir ou d'améliorer votre autonomie. Toutefois, les aménagements que vous sollicitez n'entrent pas dans le cadre de la PCH aménagement de logement (articles D.245-16 et D.245-55 et annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 - aménagement du logement (lien de parenté ou d'union hébergeur)	Rejet PCH3 Absence lien de parenté ou d'union avec hébergeur	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles) et que vous avez besoin d'aménager le logement dans lequel vous vivez pour maintenir ou améliorer votre autonomie. Cependant, la personne qui vous héberge n'a pas de lien de parenté avec vous ou avec votre conjoint, votre concubin ou votre partenaire de pacte civil de solidarité (article D245-16 du code de l'action sociale et des familles). L'aménagement du logement dans lequel vous résidez ne peut donc pas être financé par la prestation de compensation du handicap.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Eligible à la PCH Dépenses aménagement véhicule effectuées avant la date d'ouverture du droit à la PCH	Rejet PCH3 véhicule frais engagés hors période ouverture droits	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'aménager votre véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a reconnu que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, la date d'ouverture des droits à la PCH est fixée au 1er jour du mois du dépôt de la demande (article D. 245-34 du code de l'action sociale et des familles). Par conséquent, toutes les dépenses que vous avez effectuées avant cette date ne peuvent pas être prises en charge au titre de la PCH.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Eligible à la PCH Besoin aménagement véhicule Absence devis	Rejet PCH3 véhicule Absence Devis	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). La CDAPH a considéré que vous avez besoin d'aménager votre véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, vous n'avez pas fourni le devis nécessaire pour que la MDPH puisse réaliser l'évaluation des besoins d'adaptation du véhicule, malgré la demande de pièces complémentaires qu'elle vous a adressée. Le devis fait partie des documents décrits à l'article D245-28 du code de l'action sociale et des familles. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires, y compris le devis, et tout autre compte rendu, bilan ou information complémentaire sollicités.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Eligible à la PCH Informations nécessaires pas transmises à l'équipe pluridisciplinaire : preuve que le permis fait mention d'un tel aménagement ou production de l'avis du médecin et du délégué à l'éducation routière pour la personne qui manifeste son intention d'apprendre à conduire en utilisant la conduite accompagnée	Rejet PCH3 Aménag véhicule - absence éléments évaluation	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous pourriez avoir besoin d'aménager votre véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Cependant, vous n'avez pas fourni les documents nécessaires pour que la CDAPH puisse vous attribuer la PCH pour aménager votre véhicule, malgré la demande de pièces complémentaires effectuée par la MDPH. Ces documents sont décrits à l'article D245-19 du code de l'action sociale et des familles (permis de conduire mentionnant le besoin d'aménagement du poste de conduite, avis établi par un médecin lors de la visite médicale préalable en application de l'article R.221-19 du code de la route, avis du délégué à l'éducation routière...) Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires sollicités.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Enfant éligible à la PCH L'usager ne peut faire aménager qu'un seul véhicule : ce véhicule doit être celui qu'il utilise habituellement.	Rejet PCH3 Aménag second véhicule passager - adulte	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour vos déplacements extérieurs et que vous avez besoin d'aménager le véhicule que vous utilisez habituellement (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, le véhicule pour lequel vous demandez un aménagement n'est pas celui que vous utilisez habituellement (article D245-18 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Enfant éligible à la PCH L'usager ne peut faire aménager qu'un seul véhicule : ce véhicule doit être celui qu'il utilise habituellement.	Rejet PCH3 Aménag second véhicule passager - enfant	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour ses déplacements extérieurs et qu'il a besoin que soit aménagé le véhicule qu'il utilise habituellement (article L245-3 et D245-18 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, le véhicule pour lequel vous demandez un aménagement n'est pas celui utilisé habituellement par votre enfant (article D245-18 du code de l'action sociale et des familles).

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH3 adulte - Amenag Conduite accompagnée	Rejet PCH3 adulte Amenag Conduite accompagnée	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu vos difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et votre besoin d'aménager votre véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH a considéré que vous ne pouvez pas bénéficier de cet aménagement, car l'avis du médecin de la préfecture ne mentionne pas la nécessité d'avoir un poste de conduite aménagé (article D245-19 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH3 enfant - Amenag Conduite accompagnée	Rejet PCH3 enfant Amenag Conduite accompagnée	Après évaluation de ses besoins et de son autonomie, la CDAPH a reconnu que votre enfant a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et a besoin d'aménager le véhicule pour réaliser ces activités (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH a considéré que votre enfant ne peut pas bénéficier de cet aménagement, car l'avis du médecin de la préfecture ne mentionne pas la nécessité d'avoir un poste de conduite aménagé (article D245-19 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 adulte - surcoûts transports	Rejet PCH3 adulte Transports hors conditions	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH n'a pas reconnu que les trajets entraînent des surcoûts sont réguliers, fréquents ou correspondant à un départ annuel en congés.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 enfant - surcoûts transports	Rejet PCH3 enfant Transports hors conditions	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH n'a pas reconnu que ses trajets entraînant des surcoûts sont réguliers, fréquents ou correspondant à un départ annuel en congés.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 adulte - surcoûts transports	Rejet PCH3 adulte Absence surcoût transports	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos besoins, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH n'a pas reconnu que vos trajets entraînent des surcoûts du fait de votre situation de handicap.
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Rejet spécifique à la PCH 3 enfant - surcoûts transports	Rejet PCH3 enfant Absence surcoût transports	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses besoins, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne (article L245-3 du code de l'action sociale et des familles). Ces difficultés sont suffisamment importantes pour remplir les critères d'attribution de la PCH (annexe 2-5 du code de l'action sociale et des familles). Toutefois, la CDAPH n'a pas reconnu que ses trajets entraînent des surcoûts du fait de sa situation de handicap.

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Adulte éligible à la PCH Pas besoin d'aide animalière	Rejet PCH5 adulte Absence besoin aide animalière	Après évaluation de votre situation, de votre autonomie et en tenant compte de vos attentes, la CDAPH a reconnu que vous avez des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et que vous avez besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour que vous soyez éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). Toutefois, la CDAPH a reconnu qu'une aide animalière ne répondra pas à vos besoins pour les activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 et articles L.24563 et D.245-24 et suivants du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Rejet	Enfant éligible à la PCH Pas besoin d'aide animalière	Rejet PCH5 enfant Absence besoin aide animalière	Après évaluation de la situation de votre enfant, de son autonomie et en tenant compte de ses attentes, la CDAPH a reconnu qu'il a des difficultés pour réaliser des activités de la vie quotidienne et qu'il a besoin d'être aidé pour ces activités. Ces difficultés sont suffisamment importantes pour qu'il soit éligible à la prestation de compensation du handicap (PCH). Toutefois, la CDAPH a reconnu qu'une aide animalière ne répondra pas à ses besoins pour les activités de la vie quotidienne (annexe 2-5 et articles L.24563 et D.245-24 et suivants du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Non attribution supplémentaire	Aucune attribution de droit supplémentaire suite à une 1 ^{ère} décision de CDAPH (adulte)	Non attrib supplémentaire	Suite à la première décision de la CDAPH, l'équipe de la MDPH a poursuivi l'évaluation de votre situation. Cependant, après cette évaluation, la CDAPH a estimé que vous n'aviez pas d'autre besoin pouvant être compensé par un droit ou une prestation ou que vous n'étiez éligible à aucun droit supplémentaire (article L.146-8 du code de l'action sociale et des familles).
Prestation de compensation du handicap (PCH)	Non attribution supplémentaire	Aucune attribution de droit supplémentaire suite à une 1 ^{ère} décision de CDAPH (enfant)	Non attrib supplémentaire enfant	Suite à la première décision de la CDAPH, l'équipe de la MDPH a poursuivi l'évaluation de la situation de votre enfant. Cependant, après cette évaluation, la CDAPH a estimé qu'il n'a pas d'autre besoin pouvant être compensé par un droit ou une prestation ou qu'il n'est éligible à aucun droit supplémentaire (article L.146-8 du code de l'action sociale et des familles).

Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH)

Demande ou droit	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)	Attribution	Possibilités réduites d'obtenir ou de conserver un emploi par suite de l'altération d'une ou plusieurs fonctions	Attrib RQTH	La CDAPH a reconnu que votre situation de handicap entraîne des difficultés pour obtenir ou conserver un emploi (article L5213-1 du code du travail).
RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)	Rejet	Hors définition du handicap	Rejet Hors définition handicap	La CDAPH a considéré que votre situation ne correspond pas à la définition du handicap inscrite dans la loi (article L.114 du code de l'action sociale et des familles).
RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)	Rejet	Rejet faute d'éléments suffisants	Rejet Absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)	Rejet	Les informations nécessaires n'ont pas été transmises à l'équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet absence réponse demande de pièces	En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, l'équipe pluridisciplinaire n'a pas été en mesure d'évaluer votre situation. Si vous souhaitez qu'une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l'action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l'administration).
RQTH (Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé)	Rejet	Rejet RQTH	Rejet RQTH	La CDAPH a considéré que les conséquences de votre situation de handicap n'entraînent pas de difficultés pour obtenir ou conserver un emploi (article L5213-1 du code du travail).

Contestation - Rejet

Objet de la contestation	Rejet/ Attribution	Conditions métier	Intitulé	Motivation
Quel que soit l’objet	Rejet	Les informations nécessaires n’ont pas été transmises à l’équipe pluridisciplinaire, malgré relance	Rejet Absence éléments évaluation	Les éléments recueillis ne permettent pas à l'équipe pluridisciplinaire d'évaluer vos besoins. Si vous souhaitez qu’une nouvelle évaluation soit réalisée, vous devez déposer une nouvelle demande auprès de la MDPH accompagnée des documents obligatoires et des comptes rendus, bilans ou informations complémentaires utiles (article L. 146-8 du code de l’action sociale et des famille et article L. 114-5 du code des relations entre le public et l’administration).
Quel que soit l’objet	Rejet	Impossibilité de préciser l’objet de la contestation malgré relances de l’usager	Rejet contestation sans objet précis	Votre recours n'indique pas précisément la décision contestée. En l'absence de réponse de votre part à nos demandes, votre recours n'est pas recevable (article R.241-36 du code de l'action sociale et des familles).
Quel que soit l’objet	Rejet	RAPO sur le même objet en cours ou déjà traité	Rejet RAPO en cours ou déjà traité sur le même objet	Vous avez déjà déposé un recours similaire contre la même décision (article R.834-4 du code de la justice administrative). La CDAPH a donc considéré que votre nouveau recours n'est pas recevable.
Quel que soit l’objet	Rejet	Le recours n’a pas été fait dans les délais (et si l’usager a bien reçu une décision notifiée avec date certaine et mention des voies et délais de recours)	Rejet décision contestée hors délai	Vous n'avez pas déposé votre recours dans le délai légal de deux mois à compter de la notification de la décision contestée (article R.142-1 A du code de la sécurité sociale). La CDAPH a donc considéré que votre recours n'est pas recevable.
Quel que soit l’objet	Rejet	Le requérant n’a pas la qualité à agir (il ne s’agit pas de l’usager, de son représentant légal ou d’un organisme intéressé)	Rejet requérant non-habilité	La CDAPH a considéré que vous ne disposez pas de la qualité à agir contre cette décision, ce droit de déposer un recours étant limité aux personnes ou organismes directement concernés par la décision (article R.241-36 du code de l'action sociale et des familles).